

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOMÉ. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 27-14 — LOMÉ

SOMMAIRE

LOIS

1962

- 7 juillet — Loi n° 62-14 portant modification de l'article 225 de la délibération du 17 décembre 1952 de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant codification des droits d'enregistrement et modification des tarifs des droits de timbre, rendue exécutoire par arrêté n° 432-53/DOM du 19 juin 1953 534

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

1962

- 2 juillet — Décret n° 62-89 portant réorganisation de l'Etat-Civil 534
 2 juillet — Décret n° 62-90 portant nomination du Conseil ler Juridique par intérim auprès du gouvernement togolais 543
 2 juillet — Décret n° 62-91 portant nomination du Procureur Général par intérim près la Cour Suprême et près la Cour d'Appel du Togo. 543
 4 juillet — Décret n° 62-92 portant suppression de l'attribution de gratifications et de prime de fin d'année au personnel des CFT et Wharf, aux fonctionnaires des ex-cadres français dits généraux ou métropolitains, ainsi qu'aux agents non fonctionnaires en service aux CFT et Wharf du Togo et classés dans la convention collective ferroviaire 543

- 6 juillet — Décret n° 62-93 accordant un congé annuel à M. le Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères 543
 6 juillet — Décret n° 62-94 fixant les modalités de fonctionnement de la Caisse d'Epargne au point de vue administratif et comptable 543
 9 juillet — Décret n° 62-95 fixant la rémunération des Chefs de Circonscription pendant la durée de leur fonction 551
 12 juillet — Décret n° 62-96 portant approbation du Budget Additionnel 1962 de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo 551
 13 juillet — Décret n° 62-97 portant approbation du Compte définitif 1961 de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo. 552

1962

- 12 juillet — Arrêté n° 84/PR/MFAE/AE fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la récolte intermédiaire 1962 552
 Arrêté portant nomination du Chef du Service des Douanes 553

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Décision portant engagement dans la Gendarmerie Nationale Togolaise 553

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Décision portant affectation 553

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

1962

- 10 juillet — Arrêté n° 54/INT portant interdiction sur toute l'étendue du territoire de la République du Togo, la projection de certains films cinématographiques 553

Arrêtés et décisions portant titularisations, engagement et affectations	554
--	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1962

4 juillet — Décision n° 274/D/MFAE/MF/F autorisant une avance de 16 millions de francs au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole du Togo	555
Décision n° 52-D/MFAE-AE du 26 juin 1962 portant autorisation de remboursement sur compte FAC des dépenses effectuées par l'I.R.C.T.	556
Décision n° 268/MFAE/F-F du 28 juin 1962 autorisant paiement	555
Décision n° 269/MFAE/F-F du 28 juin 1962 autorisant paiement	555
Décision n° 286/MFAE/MF/F du 12 juillet 1962 autorisant paiement	555
Arrêté n° 8/MFAE/AE du 6 juillet 1962 portant dotation de crédits au Service Topographique	556
Arrêtés et décisions portant nominations, autorisation d'utiliser de voitures personnelles pour les besoins du service, octroi de majorations pour enfants, concession de pensions et approbation de rôles	556

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS

ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant affectations, constatation d'absence, radiation et licenciement	559
---	-----

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS

Décisions portant acceptation de démission et affectations	559
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant titularisation, intégration, affectations, mises en disponibilité, détachement, attribution de rappel d'ancienneté pour services militaires, constatation d'absence, suspensions de fonctions, licenciement et rectificatifs à de précédents arrêtés et décision portant démission, licenciement et mise en débet envers la République Togolaise	559
---	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière	561
Avis d'inscriptions modificatives et d'immatriculations au registre de commerce	562
Avis de liquidation amiable	563
Avis de vente de fonds de commerce	563

LOIS

LOI No 62-14 du 7-7-62 portant modification de l'article 225 de la délibération du 17 décembre 1952 de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant codification des droits d'enregistrement et modification des tarifs des droits de timbres, rendue exécutoire par arrêté No 432-53/DOM du 19 juin 1953.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — L'article 225 de la délibération du 17 décembre 1952 de l'Assemblée Territoriale du Togo, codifiant les droits d'enregistrement et modifiant les tarifs des droits de timbres, rendue exécutoire par arrêté No 432-53/DOM du 19 juin 1953, que la présente loi a pour objet de modifier et compléter est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 225 : « Les actes constatant les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien qui ne contiennent ni vente ni promesse de livrer des marchandises, denrées ou autres objets mobiliers sont assujettis au droit de timbre et à un droit d'enregistrement de 1 o/o.

« Le droit d'enregistrement est liquidé sur le prix exprimé ou sur l'évaluation de l'ensemble des travaux et fournitures imposés à l'entrepreneur. Ce droit comme le droit de timbre est à la charge de l'entrepreneur ».

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 7 juillet 1962

S. E. Olympio

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

DECRET No 62-89 du 2-7-62 portant réorganisation de l'Etat-Civil.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution en date du 14 Avril 1961 ;
Vu l'arrêté n° 384-54/AP du 21 Avril 1954 réorganisant l'Etat-Civil des personnes de statut coutumier ;
Vu la loi n° 61-17 du 12 Juin 1961 relative à l'organisation judiciaire du Togo ;
Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

TITRE PREMIER

ACTES DE L'ETAT-CIVIL

CHAPITRE I

Des formes

Article premier. — Acte sera obligatoirement dressé des naissances, mariages et décès survenus sur le territoire de la République.

Art. 2. — Les déclarations sont reçues :

1^o) Dans les communes par les maires et leurs adjoints ;

2^o) Dans les circonscriptions administratives, par le chef de circonscription ou le chef de poste administratif si ces déclarations sont faites au chef-lieu de la circonscription ou du poste, par les agent de l'Etat-Civil

nommés par arrêté du ministre de l'intérieur lorsqu'elles sont faites dans les autres centres de l'Etat-Civil.

Art. 3. — Les centres de l'Etat-Civil sont créés par arrêté du ministre de l'intérieur sur proposition des chefs de circonscription.

Art. 4. — Les agents de l'Etat-Civil perçoivent une indemnité pour chaque acte reçu.

Cette indemnité, imputable sur le budget général et payable à la fin de chaque trimestre, sera déterminée et fixée par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances.

Art. 5. — Les actes sont inscrits de suite, sans aucun blanc, sur des registres spéciaux ouverts au premier janvier de chaque année, côtés par première et dernière page et paraphés sur chaque feuille par le Juge de Paix.

Ils portent un numéro constatant l'ordre de leur inscription. Les ratures et les renvois sont approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte.

Il est tenu registre par nature de déclarations.

Ces registres seront du modèle annexé au présent décret.

Art. 6. — Les actes sont signés par l'agent de l'Etat-Civil et par le déclarant. Si ce dernier ne sait ou ne peut signer, mention en est faite.

Art. 7. — Le volet N° 4 est remis immédiatement au déclarant. Il tient lieu d'extrait d'acte d'Etat-Civil.

Les volets n° 3 sont adressés mensuellement au Service de la Statistique à Lomé.

Art. 8. — Les volets n° 2 sont adressés chaque année au Juge de Paix et déposés au Secrétariat-Greffe du Tribunal coutumier de première instance. Les volets n° 1 constituent les registres d'Etat-Civil. A la fin de chaque année, ces registres sont clos et arrêtés par l'agent chargé de l'Etat-Civil.

Art. 9. — Les Maires, les Chefs de Circonscription Administrative, les Chefs de Poste Administratif et les agents désignés par arrêté du Ministre de l'Intérieur sont responsables de la tenue et de la conservation des registres.

Art. 10. — En cas de suppression d'un centre, ses registres sont versés aux archives du centre de rattachement.

Art. 11. — Le registre clos, il est dressé, à la suite du dernier acte, une table alphabétique des actes y contenus.

Elle comporte en face du nom, dans une colonne la date de l'acte, dans une autre, le numéro d'inscription de l'acte.

Il est établi, tous les cinq ans, un relevé des tables alphabétiques annuelles.

Ces relevés qui portent le nom de « Tables quinquennales de l'Etat-Civil » sont dressés dans les mêmes formes que les tables annuelles et comportent les mêmes mentions.

Les tables alphabétiques quinquennales sont établies en deux exemplaires ; l'un est conservé au centre d'Etat-Civil, l'autre est déposé au Secrétariat-Greffe du Tribunal coutumier de première instance.

CHAPITRE II

Les différentes sortes d'acte

A — Actes de naissance

Art. 12. — Les déclarations de naissance doivent être faites au plus tard dans les trente jours qui suivent la naissance de l'enfant par l'un des parents de l'enfant ou, à défaut par le médecin, la sage-femme ou par toute autre personne ayant assisté à l'accouchement.

B — Actes de mariage

Art. 13. — Les déclarations de mariage sont faites par les époux, accompagnés des parents qui ont consenti au mariage, du chef de famille, lorsque la coutume exige son consentement, et des témoins coutumiers.

Les déclarations doivent être faites dans les trente jours qui suivent la célébration du mariage.

C — Actes de décès

Art. 14. — Les déclarations de décès doivent être faites dans les quinze jours qui suivent le décès. Elles sont faites par un parent ou par toute personne ayant connaissance du décès.

CHAPITRE III

Mentions sur les actes d'Etat-Civil

Art. 15. — Il est fait mention, d'office, en marge des actes de naissance des intéressés, des actes de mariage et de décès les concernant.

Les divorces constatés par jugements devenus définitifs, ou dans les formes coutumières, sont également mentionnés d'office en marge des actes de naissance et de mariage concernant les époux divorcés.

Les mentions relatives aux divorces seront portées au dos de la souche du registre des naissances ainsi qu'à celui des mariages et au dos des volets n° 2 déposés au Secrétariat-Greffe du Tribunal coutumier de première instance.

Les mentions relatives aux décès en indiqueront la date et le lieu ainsi que le numéro d'ordre de l'acte de décès.

Ces mentions sont faites par l'autorité chargée de la conservation des registres et par le Secrétaire-Greffier du Tribunal coutumier de première instance, sur le vu d'un avis de mention délivré par l'autorité chargée de recevoir l'acte donnant lieu à mention.

CHAPITRE IV

Rectification et reconstitution des actes de l'Etat-Civil

Art. 16. — La reconstitution et la rectification des actes de l'Etat-Civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement.

Il y a lieu à reconstitution dans les cas de perte ou de destruction totale ou partielle des registres et dans le cas de déclaration n'ayant pu être reçue par suite de l'expiration du délai prévu aux articles 12 à 14.

Il y a lieu à rectification dans le cas de déclaration fautive ou erronée.

Les Tribunaux coutumiers de première instance sont seuls compétents en premier ressort en matière d'Etat-Civil.

Complète par D.65459/13.x.65
(Etat civil TG à l'étranger)

Art. 17. — La demande en reconstitution ou en rectification peut être faite par la personne ayant à cette reconstitution ou rectification un intérêt né et actuel.

Elle peut également être faite soit par l'autorité administrative, soit par le Procureur de la République.

La demande est portée devant le tribunal coutumier de première instance dans le ressort duquel se trouve le Centre d'Etat-Civil où l'acte a été ou aurait dû être reçu.

Il peut être fait appel du jugement par les personnes et autorités mentionnées aux alinéas 1 et 2 du présent article.

L'appel sera porté devant le tribunal coutumier d'appel.

Art. 18. — Le dispositif de tout jugement de rectification d'acte de l'Etat-Civil devenu définitif est transcrit d'office à la diligence du juge de paix au dos de la souche sur laquelle figure l'acte rectifié.

Cette dernière transcription est faite également par le Secrétaire-Greffier sur le volet n° 2 par lui conservé.

A ces fins, copie du dispositif à transcrire est adressée par la juridiction qui a statué, à l'agent d'Etat-Civil ainsi qu'au Secrétaire-Greffier intéressés.

Le dispositif de tout jugement de reconstitution ou supplétif d'acte d'Etat-Civil devenu définitif est transcrit d'office dans les mêmes formes à sa date, au dos de la souche sur le registre de l'année en cours du lieu où a été dressé l'acte détruit ou perdu ou sur le registre de l'année où la déclaration aurait dû être faite.

CHAPITRE V

Dispositions Spéciales

Art. 19. — Les régisseurs de prison, les directeurs d'hôpitaux, de cliniques, d'asiles, etc..., sont tenus de déclarer les naissances ou décès survenus dans leurs établissements.

A l'occasion de la célébration de baptêmes, mariages et funérailles religieux, le célébrant doit exiger des intéressés ou de leur famille, suivant le cas, l'acte d'état-civil correspondant.

Livret d'Etat-Civil

Art. 20. — Il est institué un livret d'Etat-Civil pour les fonctionnaires, employés et agents de l'Administration, ainsi que pour toute personne qui en fera la demande.

Un arrêté d'application déterminera les conditions dans lesquelles ce livret sera établi et distribué.

TITRE II

ACTES DE NOTORIÉTÉ

Art. 21. — A compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, il ne sera plus délivré d'actes de notoriété.

Les actes de notoriété établis antérieurement au 1^{er} juillet 1954 demeurent valables.

TITRE III

CHAPITRE I

De la délivrance des copies des actes de l'Etat-Civil

Art. 22. — Il est délivré à toute personne qui en fait la demande, copie des actes qui la concernent. Copie

peut également être délivrée aux ascendants, descendants, conjoints et héritiers dont la qualité aura été reconnue.

Elle est délivrée aux demandeurs, et à leur frais, conformément à la législation en vigueur, par les agents de l'Etat-Civil qui doivent la certifier conforme au registre, la signer et, le cas échéant, y apposer le cachet du centre d'Etat-Civil. Copie de tout acte peut dans les mêmes conditions être délivrée par le Secrétaire-Greffier.

Les droits de délivrance des copies seront perçus au moyen d'un timbre spécial apposé sur les dites copies et dont la valeur sera fixée par un arrêté ultérieur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la délivrance de la copie établie au moment où l'acte est dressé. Cette délivrance est gratuite.

Copie sera délivrée également gratuitement :

- 1°) — en cas d'indigence dûment constatée ;
- 2°) — pour les actes de naissance, en vue de la constitution des dossiers scolaires.

Art. 23. — Les autorités administratives et judiciaires peuvent obtenir copie de tout acte de l'Etat-Civil. Cette copie est établie comme il est dit aux articles précédents, mais sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE II

De la vérification des registres

Art. 24. — Les registres tenus dans les centres d'Etat-Civil sont obligatoirement visés une fois par trimestre par le Chef de la Circonscription administrative.

Au cours du premier trimestre de chaque année, le Procureur de la République ou le Magistrat par lui délégué à cet effet, vérifie les registres. Il adresse son rapport de vérification au Procureur Général près la cour d'appel et présente les propositions nécessaires aux rectifications éventuelles.

TITRE IV

Art. 25. — Sera punie d'une peine de huit jours d'emprisonnement au plus et d'une amende de 3.000 à 18.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, tenue aux termes du présent décret de faire obligatoirement les déclarations à l'Etat-Civil, aura omis de le faire.

Art. 26. — Le présent décret entrera en vigueur aux dates qui seront précisées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 27. — Toute disposition contraire au présent décret est abrogée.

Art. 28. — Le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 2 juillet 1962.

S. E. Olympio

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année [] No de l'acte []

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 1 (Souche)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de la naissance de :

Noms de l'enfant :

Sexe : Masculin Féminin (1)

Date de naissance : _____

Lieu de naissance : _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Nom du père _____

Age du père _____

Coutume du père _____

Profession du père _____

Nom de la mère _____

Age de la mère _____

Domicile habituel de la mère :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Date de la déclaration _____

Nom du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Situation matrimoniale des parents : mariage à l'Etat-civil,
 mariage coutumier (1)

Signature de l'agent
 chargé de l'Etat-civil

Signature du déclarant

(1) barrer les mentions inutiles.

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année [] No de l'acte []

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 2 (à expédier au greffe du tribunal)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de la naissance de :

Noms de l'enfant :

Sexe : Masculin Féminin (1)

Date de naissance : _____

Lieu de naissance : _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Nom du père _____

Age du père _____

Coutume du père _____

Profession du père _____

Nom de la mère _____

Age de la mère _____

Domicile habituel de la mère :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Date de la déclaration _____

Nom du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Situation matrimoniale des parents : mariage à l'Etat-civil,
 mariage coutumier (1)

Signature de l'agent
 chargé de l'Etat-civil

Signature du déclarant

(1) barrer les mentions inutiles.

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année No de l'acte

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 3 (à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois)

Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Centre d'Etat-civil d _____
 Sexe : Masculin Féminin (1)
 Date de naissance : _____
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Village d _____
 Naissance dans une maternité ou non (1)
 Au moment de la naissance la mère était assistée par :
 un médecin, une sage-femme, une infirmière, une
 matronne, ou une autre personne (1)
 S'agit-il d'une naissance simple, de jumeaux,
 de triplets ou autres (Précisez) (1)
 Combien la mère a-t-elle eu d'enfants nés avant celui-ci :
 — nés vivants
 — morts avant leur naissance
 Enfant vivant le jour de la déclaration oui non (1)
 Si non, l'enfant a-t-il respiré après sa naissance?
 oui non (1)
 Profession du père _____
 Age du père _____
 Age de la mère _____
 Ethnie de la mère : _____
 Domicile habituel de la mère :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Village d _____
 Activité professionnelle de la mère :
 La mère exerce-t-elle une profession? oui non (1)
 Si oui { quelle est sa profession exacte?
 est-elle salariée? oui non (1)
 Date de la déclaration _____
 Situation matrimoniale des parents : mariage à l'Etat-civil,
 mariage coutumier (1)
 Signature de l'agent chargé de l'Etat-civil _____
 Signature du déclarant _____

(1) barrer les mentions inutiles.

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année No de l'acte

DECLARATION DE NAISSANCE

Volet N° 4 (à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de la naissance de :

Noms de l'enfant :

Sexe : Masculin Féminin (1)
 Date de naissance : _____
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Village d _____
 Nom du père _____
 Age du père _____
 Coutume du père _____
 Profession du père _____
 Nom de la mère _____
 Age de la mère _____
 Domicile habituel de la mère :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune
 Village d _____
 Date de la déclaration _____
 Nom du déclarant _____
 Domicile du déclarant _____
 Situation matrimoniale des parents : mariage à l'Etat-civil,
 mariage coutumier (1)

Signature de l'agent
 chargé de l'Etat-civil

Signature du déclarant

(1) barrer les mentions inutiles.

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année [] No de l'acte []

DECLARATION DE DECES — Volet No 1
 (Souche)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration du décès de :
 Noms du défunt

Sexe : Masculin Féminin (1)

Date de naissance : _____

Lieu de naissance : _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Situation matrimoniale du défunt { célibataire (2)
 au moment de décès (1) marié

Profession _____

Domicile habituel du défunt :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Lieu de décès :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Date du décès : _____

Date de la déclaration _____

Nom du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Signature de l'agent
 chargé de l'Etat-civil

Signature du déclarant

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année [] No de l'acte []

DECLARATION DE DECES — Volet No 2
 (à expédier au greffe du tribunal)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration du décès de :
 Noms du défunt

Sexe : Masculin Féminin (1)

Date de naissance : _____

Lieu de naissance : _____

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Nom du père _____

Nom de la mère _____

Situation matrimoniale du défunt { célibataire (2)
 au moment de décès (1) marié

Profession _____

Domicile habituel du défunt :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Date du décès :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Date du décès : _____

Date de la déclaration _____

Nom du déclarant _____

Domicile du déclarant _____

Signature de l'agent
 chargé de l'Etat-civil

Signature du déclarant

(1) barrer les mentions inutiles.

(2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié

(1) barrer les mentions inutiles

(2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année N° de l'acte

DECLARATION DE DECES — Volet N° 3

(à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Sexe : Masculin Féminin (1) _____
 Date de naissance _____
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Situation matrimoniale du défunt { célibataire (2) _____
 au moment de décès (1) marié _____
 Profession _____
 Ethnie du défunt _____
 Domicile habituel du défunt :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Lieu de décès :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Date du décès : _____
 Décès survenu : à l'hôpital oui non (1) _____
 au domicile oui non _____
 ailleurs (préciser) _____
 Le décès a-t-il été constaté : par un médecin, par un infirmier,
 une sage femme ou une autre personne (précisez) (1) _____
 Cause du décès (3) _____
 Date de la déclaration _____
 Signature de l'agent chargé de l'Etat-civil _____
 Signature du déclarant _____

(1) barrer les mentions inutiles

(2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié

(3) accident, épidémie, maladie, vieillesse
précisez le plus possible dans chaque cas

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année N° de l'acte

DECLARATION DE DECES — Volet N° 4

(à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____
 Certifie avoir reçu la déclaration du décès de :
 Noms du défunt

 Sexe : Masculin Féminin (1) _____
 Date de naissance : _____
 Lieu de naissance :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Nom du père _____
 Nom de la mère _____
 Situation matrimoniale du défunt { célibataire (2) _____
 au moment de décès (1) marié _____
 Profession _____
 Domicile habituel du défunt :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Lieu de décès :
 Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Village d _____
 Date du décès : _____
 Date de la déclaration _____
 Nom du déclarant _____
 Domicile du déclarant _____
 Signature de l'agent chargé de l'Etat-civil _____
 Signature du déclarant _____

(1) barrer les mentions inutiles.

(2) ou veuf non remarié ou divorcé non remarié

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE MARIAGE — VOLET N° 1

(Souche)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :

Nom du mari _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession _____

Nom de la femme : _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession (1) _____

Célébré à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Témoins : _____

Coutume _____

Dot { _____

Dispositions spéciales : _____

Nom et domicile des déclarants : _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent chargé de l'état civil, Signature du déclarant

Signature des époux,

(1) rayez les mentions inutiles

N° du feuillet _____
 N° du registre _____
 Année _____ N° de l'acte _____

DECLARATION DE MARIAGE — VOLET N° 2

(à expédier au greffe du tribunal)

Circonscription { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____
 Je soussigné _____
 Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :

Nom du mari _____

Date de naissance : _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession _____

Nom de la femme : _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domiciliée à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession (1) _____

Célébré à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Témoins : _____

Coutume _____

Dot { _____

Dispositions spéciales : _____

Nom et domicile des déclarants : _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent chargé de l'état civil, Signature des témoins,

Signature des époux,

(1) rayez les mentions inutiles

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année No de l'acte

DECLARATION DE MARIAGE — VOLET No 3
 (à expédier au Service de la Statistique à la fin de chaque mois)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____
 Centre d'Etat-civil d _____

Renseignements concernant le mari:

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

S'agit-il d'un premier mariage oui non (1) _____

si non, combien de fois l'intéressé s'est-il marié _____

Profession _____

Ethnie : _____

Religion _____

Renseignements concernant la femme :

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Domiciliée à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

S'agit-il d'un premier mariage ? ou non (1) _____

si non, combien de fois l'intéressée s'est-elle mariée ? _____

Profession _____

Ethnie : _____

Religion _____

Renseignements connus au mari et à la femme :

Coutume _____

Dot _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent
chargé de l'état civil,

Signature des témoins,

Signature des époux,

(1) barrer les mentions inutiles

No du feuillet _____
 No du registre _____
 Année No de l'acte

DECLARATION DE MARIAGE — VOLET No 4

(à remettre au déclarant)

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Centre d'Etat-civil d _____

Je soussigné _____

Fonction _____

Certifie avoir reçu la déclaration de mariage de :

Nom du mari _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession _____

Nom de la femme : _____

Date de naissance _____

Lieu de naissance :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Filiation : { Nom du père _____
 Nom de la mère _____

Domicilié à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Profession (1) _____

Célébré à :

Circonscription (1) { d _____
 Commune _____

Village d _____

Témoins : _____

Coutume _____

Dot { _____

Dispositions spéciales : _____

Nom et domicile des déclarants : _____

Date du mariage _____

Date de la déclaration _____

Signature de l'agent
chargé de l'état civil,

Signature des témoins,

Signature des époux,

(1) rayez les mentions inutiles

DECRET N° 62-90 du 2-7-62 portant nomination.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu le départ en congé, le 3 juillet 1962, de M. de Kermadec, Conseiller Juridique auprès du Gouvernement togolais ;
Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article unique. — M. Riou Lucien, Magistrat du 2^e grade, est nommé conseiller juridique par intérim auprès du Gouvernement togolais, durant le congé de M. de Kermadec.

Fait à Lomé, le 2 juillet 1962.

S. E. Olympio

DECRET N° 62-91 du 2-7-62 portant nomination.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la loi n° 61-17 du 12 Juin 1961, relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le départ en congé le 3 juillet 1962, de M. de Kermadec, Procureur Général près la Cour Suprême et près la Cour d'Appel du Togo.

Sur la proposition du Ministre de la Justice ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier. — M. Abolivier Jean, substitut général près la Cour d'Appel, est nommé Procureur général par intérim près la Cour Suprême et près la Cour d'Appel du Togo, durant le congé de M. de Kermadec.

Art. 2. — Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Lomé, le 2 juillet 1962.

S. E. Olympio

DECRET N° 62-92 du 4-7-62 portant suppression de l'attribution de gratifications et de prime de fin d'année au personnel des CFT et Wharf, aux fonctionnaires des ex-cadres français dits généraux ou métropolitains, ainsi qu'aux agents non fonctionnaires en service aux C.F.T. et Wharf du Togo et classés dans la convention collective ferroviaire.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 240-54/CFT du 11 Mars 1954 réglementant l'attribution de gratifications au personnel du cadre du Chemin de Fer et du Wharf du Togo ;

Vu l'arrêté n° 241-54/CFT du 11 Mars 1954 réglementant l'attribution de gratifications au personnel du cadre secondaire organisé par arrêté n° 474/P du 20 Juin 1946 ;

Vu l'arrêté n° 243-54/CFT du 11 Mars 1954 définissant les conditions d'attribution de gratifications aux fonctionnaires du cadre général des T.P. de la F.O.M. servant au Réseau des CFT, au personnel du cadre Général des Chemins de Fer de la F.O.M., au personnel du statut général des Régies Ferroviaires de la F.O.M.

appartenant aux Echelles 13 à 19 et servant au C.F.T., aux agents du cadre local Européen du C.F.T. réorganisé par l'arrêté n° 558 du 18 Octobre 1943 ;

Vu le décret n° 57-41 du 15 Mars 1957 portant création d'une prime de fin d'année pour les agents non fonctionnaires en service aux Chemins de Fer et au Wharf du Togo et classés dans la convention collective Ferroviaire ;

Vu le décret n° 57-141 du 17 Décembre 1957 portant modification au décret n° 57-41 du 15 Mars 1957 portant création d'une prime de fin d'année pour les agents non fonctionnaires en service aux Chemins de Fer et au Wharf du Togo et classés dans la convention Ferroviaire ;

D E C R E T E :

Article premier. — Sont et demeurent rapportés, pour compter du 1^{er} janvier 1962 :

1^o) — Les arrêtés nos 240-54/CFT, 241-54/CFT et 243-54/CFT du 11 mars 1954, réglementant l'attribution de gratifications au personnel des cadres des chemins de fer et du wharf du Togo ainsi qu'aux fonctionnaires des ex-cadres français dits généraux ou métropolitains.

2^o) — Les décrets n° 57-41 du 15 mars 1957 et 57-141 du 17 décembre 1957 portant création d'une prime de fin d'année pour les agents non fonctionnaires en service aux chemins de fer et au Wharf du Togo et classés dans la convention collective ferroviaire.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 juillet 1962

S. E. Olympio

Congés

N° 62-93 du 6-7-62. — Un congé de trente jours, valable du 7 juillet au 5 août 1962 inclus, est accordé à M. Paulin Freitas, ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères.

M. Paulin Freitas est autorisé à se rendre en cure à Vichy (France).

Pendant l'absence de M. Freitas, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Martin Sankarédja, ministre de l'Education Nationale.

DECRET N° 62-94 du 6-7-62 fixant les modalités de fonctionnement de la Caisse d'Epargne au point de vue administratif et comptable.**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la loi organique n° 60-22 du 20 Juin 1960, portant création de la Caisse d'Epargne du Togo ;

Sur proposition du Ministre chargé des Postes et Télécommunications et du Ministre des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :**TITRE I**

Article premier. — *Organisation.*

La caisse d'Epargne du Togo est placée sous l'autorité du directeur du service des postes et télécommunications du Togo.

La direction de la caisse d'épargne comprend le bureau du directeur, le service du contrôle et le service de l'agent comptable.

Le directeur. — *Attributions.*

Le directeur est l'ordonnateur du budget de la caisse d'épargne.

Le bureau du directeur est chargé de l'ouverture et de la répartition du courrier, il centralise la correspondance et les documents préparés par le service du contrôle et le service de l'agent comptable.

Ces services sont installés dans des locaux séparés et il leur est interdit de communiquer directement entre eux pour les rectifications d'écriture. Ils tiennent chacun un exemplaire des comptes courants des déposants, examinent contradictoirement les demandes de remboursement, coopèrent à la délivrance des autorisations. L'agent comptable reçoit les oppositions qui frappent les comptes courants.

Le contrôle matériel du service de l'agent comptable et de celui du contrôleur est exercé d'une façon permanente par le directeur de la caisse d'épargne, les relations et les échanges de documents de toute nature, entre l'agent comptable et le contrôleur, ont lieu par son intermédiaire.

Le contrôleur. — *Attributions.*

Le contrôleur représente le service administratif de la Caisse d'Epargne. Il assure le service de la correspondance générale, la vérification des opérations, la tenue du double des comptes courants et de la comptabilité générale de la Caisse.

Il établit le projet de budget et le compte administratif à soumettre à l'examen du conseil d'administration.

Il surveille et contrôle les opérations d'ordonnement, d'engagement et de liquidation des dépenses. A cet effet, il tient séparément un double des écritures de l'agent comptable.

L'agent comptable. — *Attributions.*

L'agent comptable est placé sous l'autorité et la surveillance du directeur. Il est justiciable de la Cour des comptes. A cet effet, il établit le compte général à soumettre au jugement de la Cour ; des opérations effectuées tant par lui directement que pour son compte par les receveurs des postes du Togo. En dehors du contrôle permanent exercé par le directeur, la gestion de l'agent comptable est soumise aux vérifications périodiques ou inopinées du comptable supérieur du trésor du Togo et du corps de contrôle placé auprès du Président de la République.

L'agent comptable est assujéti au versement d'un cautionnement de 50.000 francs cfa. En cas de maladie, de congé ou d'empêchement dûment justifié, il peut être remplacé par un agent désigné par le directeur de la caisse et approuvé par le ministre des finances conjointement avec le ministre des postes et télécommunications. Cet agent agit pour le compte et sous l'entière responsabilité de l'agent comptable.

Dans le cas de décès, de démission ou de révocation de l'agent comptable, le ministre des finances conjointement avec le ministre des postes et télécommunications, après avis du directeur de la caisse, nomme un

agent intérimaire qui en remplit les fonctions jusqu'au jour de l'installation de son successeur.

La gestion du gérant intérimaire est tout à fait distincte de celle de l'ancien ou du nouveau titulaire.

Les attributions de l'agent comptable sont les suivantes :

- a) Préparations du compte annuel des opérations à soumettre au conseil d'administration.
- b) Gestion de la Caisse d'Epargne, établissement de la comptabilité générale de la caisse, rapports avec l'organisme de gestion financière et réception des oppositions.
- c) Réception et expédition des livrets à régler, vérification des quittances et des pièces de toute nature produites à l'appui des remboursements effectués, classement et garde des archives.
- d) Tenue des comptes courants individuels des sommes déposées, balances et comptes divisionnaires, conservation de la deuxième expédition des demandes de livret — Vérification des bordereaux de versements et de remboursements. Règlement annuel des livrets. Répertoire général alphabétique des déposants.
- e) Examen et classement des demandes de livrets. Examen des demandes de remboursements. Remboursement de livrets après décès des titulaires, suite à donner aux réclamations relatives aux remboursements. Expédition des autorisations de paiement. Examen des déclarations de perte de livret.
- f) Etablissement du compte de gestion annuel à soumettre à la cour des comptes à l'appui duquel il produit un relevé annuel des frais d'administration avec les pièces justificatives.
- g) Tenue du livre journal sur lequel sont consignées au jour le jour les recettes et les dépenses se rapportant aux frais d'administration.
- h) Retraits de l'organisme de gestion financière et tous paiements. Les demandes de retraits de fonds sont contresignées préalablement par le directeur.
- i) Sur présentation des factures qu'il a reconnues exactes, ce comptable émet des mandats de paiement qui sont visés par le directeur de la Caisse d'Epargne et on verse le montant aux intéressés après accomplissement des formalités réglementaires, timbres, acquit, etc... La solde et les indemnités sont payées par lui après établissement des mandats de paiement.
- j) Etablissement d'après son livre journal en plusieurs exemplaires du relevé annuel des frais d'administration et annexion d'une copie du compte de gestion avec les pièces justificatives.
- k) Tenue de la comptabilité de l'ordonnement.

TITRE II

Dispositions comptables générales

ARTICLE 2.

Ecritures de l'agent comptable.

L'Agent comptable fait usage des livres ci-après :

- 1^o *Livres généraux* : Journal général n° 90 ; grand livre n° 91 ;

2^o *Livres élémentaires* : Registre des virements d'ordre n° 71 ;

3^o *Livres auxiliaires* : Livre du compte courant de la Caisse d'Epargne avec l'organisme de gestion n° 95, livre des comptes courants individuels des déposants n° 98, livre des comptes divisionnaires n° 56, livre des comptes courants ouvert avec le Receveur Principal, livre des comptes courants avec les Chèques Postaux, livre compte caisse numéraire.

ARTICLE 3.

Versements ou retraits.

L'agent Comptable conserve les sommes nécessaires pour faire face aux frais d'Administration. Il fait virer au fur et à mesure par le Receveur à l'organisme de gestion, l'excédent des versements. Tous les retraits de fonds seront soumis à la double signature de l'Agent Comptable et du Directeur, Ordonnateur du budget de la Caisse d'Epargne.

ARTICLE 4.

Comptes courants des correspondants.

L'agent comptable tient un registre auxiliaire n° 96 dans lequel il ouvre un compte courant individuel à l'organisme financier, au Receveur Principal et à lui-même pour les opérations qu'il effectue au nom des déposants. Ce registre auxiliaire est établi d'après les avis journaliers 37 et les balances journalières 74.

ARTICLE 5.

Journal général.

Le journal général retrace jour par jour, dans les articles passés à cet effet, toutes les opérations effectuées par l'agent comptable directement ou pour son compte par les correspondants de la Caisse. Les articles sont numérotés suivant une série non interrompue du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le journal résume les versements et les retraits effectués par les déposants ; les versements de fonds à l'organisme financier ; les retraits de ces fonds ; les recettes accidentelles ; l'allocation annuelle des intérêts dus à la Caisse d'Epargne par l'organisme de gestion ; l'allocation des intérêts dus aux déposants et portés en compte soit à l'occasion des remboursements intégraux, soit en fin d'année (capitalisation générale).

Art. 6. — *Grand Livre.*

Le grand livre a pour objet de retenir et de classer les opérations suivant leur nature ; dans ce but il contient autant de comptes que de catégories d'opérations. Un répertoire de ces comptes est placé en tête du grand livre avec indication des folios qui lui sont consacrés.

Chaque article du journal est reporté deux fois au grand livre : une fois au compte débiteur et une fois au compte créditeur. Il en résulte que les totaux du débit et ceux du crédit doivent être égaux entre eux et que chacun d'eux doit être égal au total du journal.

Art. 7. — *Balance générale des comptes du grand livre.*

La balance générale des comptes du grand livre N° 108 dressé mensuellement, est un relevé faisant connaître la situation complète de chacun des comptes.

Elle présente le total des opérations constatées à chaque compte depuis le commencement de la gestion jusqu'à la fin du mois qu'elle concerne.

Les comptes sont classés dans le même ordre qu'au grand livre. Un exemplaire de la balance générale, après vérification par le contrôleur, est adressé au directeur de la Caisse d'Epargne et au chef de l'inspection mobile et Permanente des services administratifs et financiers, placée auprès de la Présidence de la République Togolaise.

Art. 8. — *Compte de gestion annuel.*

L'agent comptable établit son compte de gestion annuellement. L'exercice s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Il adresse chaque année après la clôture de l'exercice, au juge des comptes :

- 1 lettre d'envoi signée du directeur indiquant la date d'envoi, le numéro de recommandation
- 1 compte de gestion de l'exercice
- 1 compte divisionnaire annuel N° 58
- 1 relevé des comptes individuels N° 50
- 12 balances générales mensuelles N° 75
- 12 contre balances mensuelles N° 81
- 12 comptes divisionnaires mensuels N° 56 bis
- 12 balances générales des comptes du grand livre N° 108
- 1 relevé des opérations avec l'organisme de dépôt (sur feuille simple)
- 1 relevé au livre journal de caisse des recettes et des dépenses
- 12 bordereaux d'émission des mandats ; tous les mandats de paiement ordonnancés et pièces justificatives ; tous les ordres de recettes et pièces y annexées.
- 1 exemplaire du budget de l'exercice
- 1 copie de l'arrêté arrêtant ce budget
- 1 exemplaire du compte administratif de l'exercice
- 1 copie de la décision nommant l'agent comptable
- Délibération du conseil d'administration approuvant les comptes.

Art. 9. — *Clôture des livres de l'année expirée.*

Les livres de chaque année restent ouverts après le 31 décembre en journée complémentaire pour recevoir les régularisations d'écritures pouvant s'y rapporter. La clôture de ces livres doit intervenir le 31 mars de chaque année.

Art. 10. — *Vérification de la comptabilité générale.*

Le contrôleur surveille le règlement des opérations avec les divers correspondants administratifs ; il s'assure de l'exactitude des relevés des opérations mensuelles de la balance des comptes du grand livre à la fin de chaque mois, il vérifie toutes les opérations de recettes et de dépenses ainsi que le compte de gestion annuel de l'agent comptable.

Art. 11. — *Archives.*

Chaque comptable conserve une expédition des avis journaliers 34, 35, 36 et des bordereaux 5, 8 et 16.

Les avis journaliers forment une liasse étiquetée par mois.

TITRE III

Dispositions particulières

Art. 12. — *Opérations journalières.*

1^o) *Receveurs des postes et télécommunications*

Les receveurs adressent chaque jour au directeur de la Caisse d'Epargne les bordereaux des premiers versements N° 5, les bordereaux de versements ultérieurs N° 8 et les bordereaux de remboursements effectués N° 16 accompagnés des demandes de livret N° 1, 2 et 3 des déclarations de versement N° 7, des autorisations de remboursements acquittées N° 14 et 15, des avis d'émission correspondants et des livrets soldés.

2^o) *Direction de la caisse — Directeur — Agent comptable et contrôleur*

a — *Le directeur.*

Il centralise et vérifie les bordereaux produits par les receveurs des postes et il prend note sur le carnet N° 33 du montant de ces bordereaux à un compte ouvert à chaque receveur. Les trois avis journaliers N° 34, 35 et 36 sont dressés, non par le directeur, mais contrairement par le contrôleur et l'agent comptable, à chacun desquels le directeur remet une expédition des bordereaux N° 5, 8 et 16 fournis par les receveurs.

b — *L'agent comptable.*

Il reçoit en outre, à l'appui des bordereaux, un exemplaire des demandes de livret, les déclarations de versement, les autorisations et avis d'émission des remboursements effectués et les livrets soldés.

c — *Le contrôleur.*

Il reçoit seulement avec la seconde expédition des bordereaux, le second exemplaire des demandes de livret.

d — *L'agent comptable et le contrôleur.*

Ils vérifient à nouveau la régularité des bordereaux et des pièces y annexées, ils ouvrent les comptes nouveaux d'après les demandes de livrets et tiennent les comptes courants individuels des déposants qui sont ainsi tenus contrairement par l'agent comptable et le contrôleur.

Les opérations des titulaires y sont inscrites sur le vu des bordereaux nominatifs fournis par les bureaux de poste correspondants.

Les intérêts anticipés ou rétrogrades afférents aux sommes versées ou remboursées sont portés sur les comptes courants en même que ces sommes et l'avoir net en capitaux et en intérêts que représente chaque compte après inscription d'une opération, est reporté sur le bordereau nominatif N° 8 ou N° 16.

L'agent comptable et le contrôleur récapitulent les bordereaux sur trois avis journaliers N° 34, 35 et 36.

Enfin, ils transmettent avec toutes les pièces justificatives chaque jour à la direction un avis N° 37 résumant les trois avis journaliers N° 34, 35 et 36.

Cet avis récapitulatif et journalier N° 37 *nouveau modèle* comporte le montant des opérations effectuées

sur le livret, les intérêts rétrogrades, les intérêts capitalisés et les intérêts anticipés. Il mentionne en outre le nombre des comptes soldés dans la journée.

Les avis journaliers N° 37 ainsi que les bordereaux justificatifs joints sont examinés par le directeur qui exerce les fonctions d'agent de contrôle. Il est responsable de la conformité entre les documents produits par l'agent comptable et le contrôleur.

Dès qu'il a terminé l'examen des pièces d'une journée, le directeur contresigne les avis journaliers N° 37 et les retourne aux sections d'origine accompagnés des bordereaux N° 5, 8, 16, 34, 35 et 36.

Les résultats définitifs sont alors portés sur un compte divisionnaire journalier N° 56.

Art. 13. — *Opérations mensuelles.*

Le compte divisionnaire a pour objet de résumer, par journée, par mois, par année, les opérations de toute nature qui affectent les comptes courants et de former des résultats qui doivent être en parfaite concordance avec ceux du relevé N° 50 des comptes courants individuels ; il indique en outre le nombre des comptes soldés. Il est tenu contrairement par l'agent comptable et le contrôleur.

Le compte divisionnaire n° 56 qui est établi par l'Agent Comptable et le Contrôleur est servi par les avis journaliers n° 37 nouveau modèle ; ce compte est arrêté au crayon le dernier jour du mois et deux expéditions modèle n° 56 bis sont soumises au contrôle du Directeur.

Le Directeur s'assure de la concordance des deux expéditions du compte divisionnaire, vérifie les résultats enregistrés quant aux nombres et aux montants d'après les totaux mensuels du carnet n° 33 tenu par ses soins, puis il remet, après visa, les extraits n° 56 bis à l'Agent Comptable et au Contrôleur. Ceux-ci passent alors à l'encre les totaux du compte divisionnaire n° 56 qui avaient été arrêtés au crayon et ils les reportent sur le compte divisionnaire annuel n° 58.

En fin de mois, dès que la comptabilité est arrêtée, l'Agent Comptable adresse au Centre de contrôle de la comptabilité des bureaux des Postes et Télécommunications pour approbation, un extrait du compte divisionnaire n° 56 indiquant les sommes reçues et payées par l'intermédiaire des bureaux de Poste correspondants.

ARTICLE 14.

Opérations annuelles.

Au commencement de chaque année, dès que les soldes à nouveau des comptes courants ont été arrêtés, l'Agent Comptable et le Contrôleur récapitulent ces soldes sur un relevé modèle n° 50.

Par ailleurs, après inscription des dernières opérations de décembre, l'Agent Comptable et le Contrôleur arrêtent chacun une expédition du compte divisionnaire n° 58 qu'ils soumettent au contrôle du Directeur.

Le Directeur rapproche le compte produit par l'Agent Comptable de celui établi par le Contrôleur et s'il y a concordance, les retourne à l'Agent Comptable qui joindra l'exemplaire établi par sa section à son

compte de gestion. La deuxième expédition est conservée dans les archives.

ARTICLE 15.

Comptes d'opérations à régulariser.

Les différences constatées entre le compte divisionnaire annuel n° 58 et le relevé annuel n° 50 des comptes courants proviennent en général d'une erreur commise sur les comptes courants individuels. En conséquence, le relevé n° 50 est égalisé par voie d'augmentation ou de diminution, avec le compte divisionnaire annuel.

Les différences constatées sont décrites pour ordre sur un compte spécial « d'opérations à régulariser n° 64 ».

Quand une circonstance quelconque relève que par une erreur commune aux deux services des comptes courants, un versement ou un remboursement a été omis sur le compte d'un déposant ou bien que cette opération y figure par double emploi, la rectification est faite par un virement du compte « d'opérations à régulariser » au compte courant du déposant ou inversement.

ARTICLE 16.

Dépassement du maximum légal.

Lorsqu'un compte courant dépasse le maximum légal, soit par suite des versements, soit par la capitalisation annuelle des intérêts, l'Agent Comptable adresse un avis au titulaire du compte, vérifié et visé par le Contrôleur. Ces avis numéraires et inscrits à un répertoire sont adressés au Receveur du bureau desservant le domicile du déposant pour remise au destinataire sous pli chargé avec accusé de réception. Il est ensuite procédé comme il est dit au n° 8 de l'article 26.

ARTICLE 17.

Demandes de livret.

L'Agent Comptable et le Contrôleur reçoivent chacun et conservent un exemplaire des demandes de livrets. Les demandes sont classées dans les boîtes ou caisiers suivant l'ordre numérique des livrets.

ARTICLE 18.

Fiches répertoires.

L'Agent Comptable tient à jour un répertoire alphabétique des déposants de la Caisse d'Épargne. Ce répertoire a pour objet de faciliter les recherches, par exemple dans le cas d'opposition ou de demande de renseignements, lorsque le numéro du livret d'un déposant n'est pas indiqué et, en outre, de révéler l'existence des doubles livrets pris par une même personne. Il est constitué au moyen des fiches répertoires établies sur carton par l'Agent Comptable en même temps qu'un compte nouveau est ouvert. Le Directeur vérifie la conformité de cette fiche en même temps qu'il signe le livret de Caisse d'Épargne. Les fiches répertoires sont classées et maintenues dans l'ordre alphabétique, celles qui se rapportent à des comptes éteints sont retirées du répertoire sur le vu des décomptes n° 61 qu'il établit

lorsqu'il solde un compte courant. Elles forment un second répertoire dans lequel, elles sont classées, par année de solde pour être détruites après le délai de garde réglementaire.

ARTICLE 19.

Demandes de remboursements.

Les demandes de remboursements sur livret sont examinées successivement par l'Agent Comptable et le Contrôleur qui les rapprochent des demandes de livrets dont ils possèdent chacun un exemplaire et qui débitent, au crayon, les comptes courants du montant des remboursements autorisés.

L'Agent Comptable reçoit les demandes de remboursement ; à leur arrivée il les timbre, les numérote suivant une série annuelle et les enregistre sur un carnet n° 60, où il mentionne ultérieurement la date du paiement. Il prépare les correspondances auxquelles donnent lieu éventuellement les remboursements. Le Contrôleur vise ces correspondances et les soumet à la signature du Directeur.

ARTICLE 20.

Remboursements partiels.

Lorsque rien ne s'oppose à ce que le remboursement soit accordé, l'Agent Comptable établit l'autorisation sur la deuxième partie de la demande ; il prépare l'enveloppe sous laquelle l'autorisation sera envoyée au bureau de Poste désigné par le bénéficiaire et il transmet les formules de remboursement (demandes et autorisations) avec les enveloppes au Contrôleur sous bordereau d'envoi. Le Contrôleur vise et expédie les pièces.

Toute autorisation de remboursement qui n'a pas été payée dans les deux mois est retournée à la caisse pour réimputation au compte du déposant.

Lorsque lui parvient une demande de remboursement pour laquelle la transmission télégraphique de l'autorisation a été demandée, l'agent comptable, si rien ne s'oppose au remboursement, établit un service taxé sous la forme « Remboursez.....francs.....(nom) livret.....(N°) autorisation.....(N°) ».

L'agent comptable établit une autorisation de remboursement au nom du receveur des postes en même temps que le service autorisation. Le receveur acquitte l'autorisation et la fait figurer dans ses écritures dans la forme ordinaire. Le service taxé est inscrit au journal A I, la taxe portée dans la colonne « télégraphie intérieure ».

Remboursements partiels inter-états

Tout déposant a la faculté d'obtenir dans le ressort de l'union des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest, quelle que soit la caisse détentrice de son compte, des remboursements partiels dans tout établissement postal de son choix participant au service de la Caisse d'Épargne.

Il remplit à cet effet, dans les conditions prévues à l'article 20, la première partie (cadre gauche) d'une formule N° 14 qu'il dépose au guichet du bureau de poste assignataire du paiement, accompagnée de son livret. Le préposé vérifie si la demande présentée est ré-

gulièrement établie, décrit à l'emplacement prévu de la formule N° 14 deuxième partie la pièce d'identité du déposant. Il contresigne cette mention qu'il appuie de l'empreinte du timbre à date. Il délivre au déposant un reçu extrait du carnet N° 25 en échange du livre dont la première case disponible recevra le numéro dudit récépissé, l'empreinte du timbre à date et la griffe horizontale.

Il transmet sous pli de service recommandé le livret et la demande de remboursement partiel au Directeur de la Caisse d'Épargne détentrice du compte.

Si rien ne s'oppose à ce que le remboursement soit accordé, l'Agent Comptable établit l'autorisation sur la deuxième partie de la demande dans les conditions fixées à l'article 20.

Le Contrôleur (teneur du double) vise l'autorisation (2^e partie de la formule 14), et l'avis d'émission (1^{re} partie de la formule 14).

Il transmet ces pièces accompagnées du livret, au Receveur Principal qui acquitte l'autorisation au lieu et place du bénéficiaire, la fait figurer dans ses écritures et constate le remboursement sur le livret dans la forme ordinaire.

Le Receveur Principal procède ensuite à l'émission d'un mandat-poste ordinaire sans frais libellé au profit du déposant. Le récépissé du mandat est joint à l'autorisation sur laquelle est fait mention à l'encre rouge, ainsi que sur l'avis d'émission, du numéro du mandat et de sa date d'émission. Ces renseignements seront également portés dans la case du livret utilisée pour l'inscription du remboursement.

Il adresse le jour même, au receveur du bureau de dépôt du livret, sous pli recommandé, le titre d'épargne et le mandat correspondant au remboursement partiel demandé par le déposant.

Dès réception du livret et du mandat ordinaire émis par le Receveur de la Recette Principale siège de la Caisse d'Épargne détentrice du compte, le Receveur invite le déposant à se présenter à son bureau.

Il lui remet son livret contre restitution du reçu délivré et procède au paiement du mandat dans la forme habituelle.

ARTICLE 21.

Remboursements intégraux

L'Agent Comptable solde au crayon le compte courant, règle le livret en capitaux et en intérêts et dresse un décompte spécial modèle n° 61. Il remet le livret réglé et le décompte spécial au Directeur. En même temps, il envoie la demande de remboursement intégral au Contrôleur ; celui-ci soldé à son tour le compte courant au crayon, délivre l'autorisation sur la deuxième partie de la formule n° 15 et fait parvenir cette formule au Directeur. Le Directeur rapproche l'autorisation établie par le Contrôleur du décompte spécial n° 61 et du livret reçu de l'Agent Comptable, si ces pièces contiennent des énonciations identiques, il les vise et les retourne à l'Agent Comptable pour expédition.

Lorsque le remboursement intégral d'un compte courant a été effectué, la demande du livret et la fiche répertoire qui s'y rapportent sont retirées du classement sur le vu du décompte spécial n° 61.

ARTICLE 22.

Remboursement après décès

L'Agent Comptable est chargé de l'examen des demandes de remboursement et des pièces justificatives produites par les héritiers ou légataires. Au besoin, il consulte le Directeur.

La demande de remboursement après décès doit être signée par tous les ayants-droit ; s'il y a des mineurs, représentant légal signe la demande. Les ayants-droit peuvent donner une procuration. Les illettrés doivent, d'office, donner une procuration régulière. Toutes les signatures apposées sur une demande de remboursement après décès doivent être certifiées par le Maire ou le Commissaire de Police.

Si le remboursement est effectué au bureau de Poste qui a reçu la demande, les signatures peuvent être certifiées par le Receveur de ce Bureau.

Dans le cas où un héritier ne veut, pour un motif quelconque s'associer à la demande de remboursement, il est passé outre. La part lui revenant est convertie en livret ouvert à son nom ; les demandes de livret sont établies d'office par l'Agent Comptable qui y annexe un extrait du certificat de propriété ; le livret est conservé par le Directeur jusqu'à sa réclamation par l'intéressé ; à ce moment on recueille sa signature sur les demandes de livret, qui sont complétées s'il y a lieu, et classées.

L'autorisation de remboursement est annotée de ces dispositions. Si la succession d'un déposant décédé est réputée vacante, le Curateur aux biens vacants, ou le Receveur de l'Enregistrement et des Domaines, nommé à cette fonction, appréhende la succession.

Ce fonctionnaire établit la demande de remboursement et donne quittance sur l'autorisation délivrée, dans la même forme que pour les remboursements ordinaires. Le timbre du service est apposé à côté de sa signature.

ARTICLE 23.

Remboursement intégral autorisé en décembre et effectué en janvier.

Toute demande de remboursement intégral, ayant provoqué le solde d'un compte courant, qui a été autorisée avant le 31 décembre, sans que le remboursement ait été effectué à cette date, donne lieu à un reliquat d'intérêts.

Au 1^{er} janvier, le compte courant est établi comme si le remboursement n'était pas autorisé. Un nouveau décompte est effectué. La différence entre le montant de ce nouveau décompte et le montant du remboursement effectué entre les mains du déposant constitue le reliquat à verser au compte « intérêts divers » tenu par l'Agent Comptable.

L'Agent Comptable établit une demande de virement partiel n° 62 première partie, sur le vu de laquelle le contrôleur délivre une autorisation de virement partiel n° 62, deuxième partie.

L'opération est traitée comme un remboursement ordinaire. La demande et l'autorisation de virement partiel sont portées en dépenses, au carnet n° 17 et au bordereau n° 16. En contre-partie, l'Agent Comptable se charge en recettes par un mandat de service à son nom.

Art. 24. — Tenue des comptes courants

Les comptes courants sont ouverts d'après les indications des demandes de livret faites par les déposants. Les opérations y sont inscrites sur le vu des bordereaux de premiers versements, de versements ultérieurs et de remboursements produits par les correspondants de la Caisse d'Epargne.

On sait que le Directeur ou son service remet chaque jour à l'Agent Comptable :

- 1^o — les bordereaux de premiers versements n^o 5 et un exemplaire des demandes de livrets.
- 2^o — les bordereaux des versements ultérieurs n^o 8 et les déclarations de versement.
- 3^o — les bordereaux des remboursements n^o 16 des autorisations acquittées et des livrets soldés.

au Contrôleur :

- 4^o — la seconde expédition des bordereaux n^{os} 5, 8 et 16 — les bordereaux n^o 5 sont accompagnés du deuxième exemplaire des demandes de livrets.

Avant de porter les opérations sur les comptes courants, on doit s'assurer que les sommes inscrites sur les demandes de livret, déclarations de versement et autorisations de remboursement, figurent pour leur montant exact sur les bordereaux corrélatifs ; les additions sont revisées et les reports vérifiés tant sur les bordereaux que sur les avis journaliers.

L'intitulé de chaque compte courant reproduit les indications de la demande de livret faite par le déposant, nom et prénoms, date de naissance, numéro du livret et, éventuellement, les clauses particulières régissant les retraits de fonds.

Dès que les comptes courants ont été ouverts, il est établi pour chacun des titulaires une fiche répertoire sur carton où sont transcrits d'après l'intitulé même du compte, les nom et prénoms du titulaire, la date de naissance et le numéro du livret.

Au-dessous de l'intitulé, le compte courant présente un cadre pour la description détaillée et successive des opérations. On y indique pour chaque opération :

1^o — la date ; 2^o le nom du bureau ; 3^o la nature de l'opération ; 4^o les capitaux versés ou remboursés et 5^o les intérêts de l'année courante.

Le premier versement est inscrit au compte courant sur le vu du bordereau n^o 5 et de la demande du livret. En même temps que la somme versée on porte dans la colonne ad hoc les intérêts y afférents. On reproduit ensuite ces intérêts d'après le compte courant sur le bordereau n^o 5.

Les intérêts sur les versements sont calculés jusqu'à la fin de l'année sans qu'on ait à se préoccuper des remboursements qui pourraient les interrompre ; ils prennent le nom d'intérêts anticipés.

Les intérêts sur les remboursements sont également calculés jusqu'à la fin de l'année et comme ils réagissent en sens inverse sur les intérêts des versements, ils sont dénommés intérêts rétrogrades.

Les intérêts partent du 1^{er} ou du 16 de chaque mois après le jour du versement au bureau de Poste ; ils cessent de courir du 1^{er} ou du 16 qui a précédé le jour du remboursement effectif. Des tables d'intérêts sont mises à la disposition de l'Agent Comptable et du Contrôleur ; ces tables font connaître, pour chaque quinzaine les intérêts afférents à toute somme versée ou à toute somme remboursée.

Avant de créditer ou de débiter les comptes courants, on porte sur les bordereaux des versements ultérieurs et sur les bordereaux des remboursements, en regard de chaque opération, les intérêts anticipés ou rétrogrades.

Les versements ultérieurs et les intérêts anticipés y afférents sont inscrits aux comptes courants sur le vu des bordereaux nominatifs n^o 8. Le montant du versement est additionné sur le compte courant avec le solde antérieur en capitaux de manière à faire ressortir la situation du déposant après l'opération ; de même, les intérêts anticipés sont ajoutés au solde en intérêts de l'année courante.

Les remboursements et les intérêts rétrogrades correspondants sont portés aux comptes courants sur le vu des bordereaux nominatifs n^o 16. Le montant du remboursement est déduit du solde antérieur en capitaux ; les intérêts rétrogrades sont retranchés du solde précédent en intérêts de l'année courante.

Aussitôt après l'inscription sur un compte courant d'un versement ultérieur ou d'un remboursement, on reporte sur le bordereau n^o 8 ou n^o 16, en regard de l'opération, le solde en capitaux et le solde en intérêts anticipés que présente ce compte.

Lorsque le remboursement intégral d'un compte courant est demandé dans le courant de l'année, on détermine le chiffre des intérêts à bonifier au titulaire pour l'année en cours, en déduisant du solde des intérêts anticipés, le montant des intérêts rétrogrades afférents au capital à rembourser.

Art. 25. — Virements.

Les virements ont pour objet des opérations d'ordre ou de régularisation. Un déposant n'est pas autorisé à faire transporter par virement tout ou partie de son compte au compte d'un autre déposant.

Il y a lieu à virement dans les cas ci-après :

- 1^o — Pour remplacer un livret perdu ;
- 2^o — Pour réunir en un seul livret deux ou plusieurs livrets appartenant au même titulaire ;
- 3^o — Pour transporter au nom d'un usufruitier le compte d'un déposant décédé et grevé d'usufruit ;
- 4^o — Pour rétablir au compte du véritable déposant une opération primitivement ouverte au compte « DIVERS » ou au compte « Opérations à régulariser » ou à un compte courant individuel qu'elle ne concerne pas ;
- 5^o — Pour verser au compte « Intérêts divers » le reliquat d'un compte soldé en Janvier en vertu d'une autorisation délivrée en Décembre ;
- 6^o — Pour appliquer une retenue d'intérêts à un déposant qui possède plusieurs livrets ;
- 7^o — Pour prélever sur le compte « Intérêts divers » des intérêts à rétablir au compte courant d'un déposant ;
- 8^o — Pour attribuer au compte « Intérêts divers » des intérêts portés en trop au compte courant d'un déposant.

Sont demandés :

Par formules n^{os} 24, les virements intégraux prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article ;

Et par formule n^o 62, 1^{re} partie, pour les virements partiels énoncés aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, et 8 du même article.

Les autorisations de virement sont délivrées par le Directeur d'après les indications figurant sur les demandes de virement.

Les autorisations sont extraites d'un carnet à souche n^o 62, 2^e partie, pour les virements partiels, et d'un carnet n^o 23, 2^e partie, pour les virements intégraux.

Le motif du virement est énoncé sur la souche de ces carnets.

Les demandes de virements partiels établies sur formules n° 62, 1^{re} partie, sont signées et communiquées par le Chef de Service à l'Agent Comptable avec les autorisations n° 62, 2^e partie, correspondantes.

Art. 26. — Enregistrement des demandes de virements.

L'agent Comptable enregistre chaque demande sur le carnet n° 63 affecté aux virements de toutes catégories; il reproduit le numéro d'inscription à ce carnet sur la demande n° 62, 1^{re} partie, et sur l'autorisation n° 23, 2^e partie ou 62, 2^e partie, qu'il renvoie immédiatement au Directeur sans autre formalité. Toutefois, dans le cas particulier de virement pour suppression d'intérêt à un déposant, le ou les comptes de ce déposant sont débités au crayon par l'Agent Comptable et le Contrôleur sur le vu des autorisations de virements.

Le Directeur indique sur la souche du carnet 62, 2^e partie, le numéro d'enregistrement de l'autorisation du carnet n° 63 de l'Agent Comptable, puis il adresse au Receveur des Postes chargé de passer les écritures du virement, avec les instructions nécessaires, l'autorisation n° 62, 2^e partie, accompagnée de la demande et éventuellement du livret.

Art. 27. — Inscription des virements sur des comptes courants, annulation

Les virements sont passés à l'encre sur les comptes courants à débiter d'après le bordereau n° 16 du Receveur.

L'annulation du débit au crayon relatif à un virement partiel ou intégral a lieu sur le vu de l'autorisation correspondante revêtue par le Directeur de la mention « Annulée ». L'autorisation frappée de l'empreinte du timbre à date de l'Agent Comptable et de celui du Contrôleur est renvoyée au Directeur pour être rattachée à la souche. Toute autorisation de virement annulée pour raison quelconque est rattachée à la souche correspondante.

Art. 28. — Opérations diverses.

Le compte « Divers » est tenu contradictoirement par l'Agent Comptable et le Contrôleur sur un registre ouvert à cet effet. C'est un compte d'attente, on y impute provisoirement les opérations qui n'ont pu être inscrites aux comptes courants des déposants par suite de la désignation inexacte ou insuffisante de ces derniers sur les bordereaux déclaratifs.

L'inscription d'une opération au compte « Divers » ne peut avoir lieu que sur ordre du Directeur.

Art. 29. — Règlement annuel des comptes courants.

Dès que toutes les opérations d'une année ont été inscrites aux comptes courants individuels, les intérêts dus, au 31 Décembre, à chaque déposant sont capitalisés.

Les intérêts capitalisés ne sont autre chose que l'excédent des intérêts anticipés sur les intérêts rétrogrades c'est-à-dire le solde en intérêts de l'année courante qui a été ressorti sur le compte après inscription de la dernière opération. Ces intérêts sont ajoutés aux capitaux pour former le solde à nouveau, on porte les intérêts anticipés y afférents calculés pour l'année nouvelle toute entière.

Art. 30. — Soldes à nouveau.

Les soldes à nouveau des comptes courants individuels et les relevés annuels de ces comptes sont établis sur des états n° 50 contradictoirement par l'Agent Comptable et le Contrôleur qui les communiquent au Directeur en même temps que le compte divisionnaire annuel n° 58, en cas de désaccord entre les résultats de ces deux comptes, la Direction de la Caisse d'Epargne fait rechercher la cause de la

différence et si les recherches sont infructueuses, elle prescrit, par arrêté de vérification n° 66, de porter au compte « Opérations à régulariser » la différence constatée. Elle renvoie les expéditions des relevés annuels n° 50 et du compte divisionnaire n° 58 à l'Agent Comptable qui adressera son exemplaire à la Cour des Comptes de la République togolaise en même temps que son compte de gestion.

Si la différence signalée est en moins sur le relevé n° 50, l'inscription au compte « Opérations à régulariser » est faite à l'encre noire; si elle est en plus, elle est portée à l'encre rouge.

Art. 31. — Oppositions.

Les oppositions aux remboursements des Fonds déposés à la Caisse d'Epargne doivent être signifiées par Ministère d'Huissier entre les mains de l'Agent Comptable.

L'agent Comptable prend note des oppositions dès leur arrivée sur un registre n° 67; il fait apposer sur la demande de livret ainsi que sur les deux exemplaires du compte courant une étiquette portant le mot « Opposition » une fiche spéciale destinée à attirer l'attention est en outre annexée à la demande de livret.

Les oppositions extra-judiciaires sur les fonds déposées à la Caisse d'Epargne n'ont d'effet que pendant cinq ans. Elles sont radiées si elles n'ont pas été régulièrement renouvelées avant l'expiration de ce délai.

La mainlevée est donnée par acte notarié, enregistré et légalisé, la mainlevée judiciaire est donnée par le tribunal.

Toute mainlevée est mentionnée sur le carnet n° 67 en regard de l'opposition et notifiée par l'Agent Comptable au Contrôleur.

Art. 32. — Règlements des livrets

Le Directeur de la Caisse d'Epargne centralise les livrets déposés dans les bureaux de Postes pour inscription des intérêts capitalisés, et il les remet, avec un bordereau d'envoi, à l'Agent Comptable. Chaque livret est accompagné du bulletin n° 26 préparé par le Receveur des Postes.

Les livrets sont confrontés, opération par opération, avec leur compte courant correspondant. L'Agent Comptable y inscrit les intérêts capitalisés depuis le précédent règlement, année par année, et en outre, le cas échéant, les opérations, faites pour le compte du déposant et qui, pour une cause quelconque, n'ont pas été portées sur le livret à l'époque où elles ont eu lieu. Ces inscriptions terminées, le montant du livret doit être égal à l'avoir net du compte courant. De son côté le Contrôleur à qui a été remis les bulletins n° 26, reproduit sur ceux-ci, l'avoir net du double du compte courant.

Les livrets réglés et les bulletins n° 26 sont communiqués au Directeur chargé de s'assurer de leur concordance et de poursuivre au besoin, les régularisations nécessaires. Enfin, les livrets font retour à l'Agent Comptable pour acheminement sur le bureau d'origine.

Art. 33. — Livrets terminés ou hors d'usage.

Tout livret rempli ou hors d'usage peut être remplacé par un autre livret. Le livret à remplacer est réglé dans la forme indiquée par l'article précédent. L'agent Comptable en reporte le montant sur un nouveau livret.

Art. 34. — Livrets perdus.

Les déclarations de perte de livret sont remises à l'Agent Comptable et enregistrées sur un carnet modèle n° 29, une étiquette portant l'indication « Livret perdu » est soldée sur la demande de livret et sur les deux exemplaires du compte courant. Puis l'Agent Comptable transmet la déclaration de perte et la demande de livret qu'il détient au Directeur de la Caisse d'Epargne.

Celui-ci procède à une enquête sur les circonstances de la perte. Si rien ne s'oppose au remplacement du livret, le Directeur fait établir sur une formule n° 24 une demande de virement intégral du compte courant qui s'y rapporte à un nouveau compte à ouvrir. Le solde de l'ancien compte, en capitaux et intérêts de l'année courante, est reporté sur le nouveau compte sans aucune modification.

Le Directeur adresse à l'Agent Comptable la demande et l'autorisation de virement, les demandes de livret et la déclaration de perte. Il fait passer l'écriture de l'autorisation par le bureau de Poste, en dépense sur le registre des remboursements et en recette sur le journal des premiers versements. Sur le vu du bordereau n° 5 qui lui parvient avec les pièces à l'appui, l'Agent Comptable délivre au déposant un livret sur lequel le solde du livret perdu est constaté comme premier versement. Le nouveau livret est remis au titulaire contre décharge donnée sur la déclaration de perte laquelle est renvoyée au Directeur.

Le remplacement des livrets perdus dans le service est effectué dans les mêmes conditions. Une formule de déclaration de perte est remplie d'office par le service.

Art. 35. — Compte « Intérêts »

L'agent Comptable et le Contrôleur tiennent un compte spécial appelé « Intérêts divers » qui est crédité notamment des intérêts supprimés aux déposants. Il est soldé chaque année et le solde créditeur est versé au profit de la Caisse.

Art. 36. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 6 juillet 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications,
P. AMEGEE

Le Ministre des Finances,

Pour le Ministre des Finances absent :

Le Ministre d'Etat, Chargé de l'expédition des Affaires Courantes et urgentes,

P. Freitas

DECRET N° 62-95 du 9 juillet 1962 fixant la rémunération des Chefs de Circonscription pendant la durée de leur fonction.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant certaines modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant en exécution de l'article 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 susvisée, les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction Publique, leur organisation en grades et leur échelonnement indiciaire ;

Vu le décret n° 61-112 du 22 décembre 1961 portant statut particulier du corps du personnel de l'administration générale ;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article Premier. — Les fonctionnaires et Agents d'administration, remplissant les fonctions de Chefs de Circons-

cription Administrative, seront assimilés, au point de vue de la rémunération et exclusivement pendant la durée de leurs fonctions, aux fonctionnaires du cadre des Administrateurs Civils institué par le décret n° 61-112 du 22 décembre 1961 portant statut particulier du corps du personnel de l'Administration Générale.

Art. 2. — Les bénéficiaires des dispositions du présent décret percevront, à compter du jour de leur prise de fonctions, le traitement attaché au grade d'Administrateur Civil de 1^{re} classe, 1^{er} échelon et pourront, dans les délais prescrits par le Titre VI de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, avancer simultanément dans leur cadre d'origine et dans leur cadre d'assimilation.

Art. 3. — Les retenues pour pension seront opérées sur la solde attachée au grade des intéressés dans leur cadre d'origine.

Art. 4. — Le Ministre de la Fonction Publique, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1962 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 9 juillet 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction Publique,

P. Akouété

Le Ministre des Finances,

Pour le Ministre des Finances absent :

Le Ministre des Travaux Publics, Chargé de l'expédition des Affaires Courantes et Urgentes,

P. Ameggee

Le Ministre de l'Intérieur,

T. Mally

DECRET N° 62-96 du 12 juillet 1962 portant approbation du Budget Additionnel 1962 de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 58-78 du 23 Octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo ;

Vu la Communication n° 76/CCT du Président de la Chambre de Commerce en date du 22 Mai 1962 à l'appui du Budget Additionnel pour l'exercice 1962 ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article Premier. — Le budget additionnel 1962 de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quinze millions cent mille francs (15.100.000).

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 12 juillet 1962

S. E. Olympio

EXERCICE 1962
BUDGET ADDITIONNEL
Chambre de Commerce
RECETTES

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature des recettes	PREVISIONS BUDGETAIRES	
				Par paragraphe	Par article
II			Recettes extraordinaires Article Unique — Prélèvement sur le Fonds de Réserve	15.100.000	15.100.000

Arrêté le présent Budget Additionnel en recettes à la somme de : Quinze Millions Cent Mille Francs.

EXERCICE 1962
BUDGET ADDITIONNEL
Chambre de Commerce
DEPENSES

Chapitre	Article	Paragraphe	Nature des dépenses	PREVISIONS BUDGETAIRES	
				Par paragraphe	Par article
II			<i>Dépenses Extraordinaires</i>		
	1		Art. 1 Crédits supplémentaires pour travaux d'aménagement de l'hôtel Consulaire	2.000.000	2.000.000
	3		Art. 3 Prêt sollicité par le CFT pour achats de matériels en vue de résoudre la crise du Service du Wharf	13.100.000	13.100.000
			Total des dépenses extraordinaires	15.100.000	15.100.000

Arrêté le présent Budget Additionnel en dépense à la somme de : Quinze Millions Cent Mille Francs.

DECRET N° 62-97 du 13 juillet 1962 portant approbation du compte définitif 1961 de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 58-78 du 23 Octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo;

Vu le rapport de présentation à l'appui du Compte définitif 1961 de cette Assemblée Consulaire;

Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

Article Premier. — Le compte définitif 1961 de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo est approuvé et arrêté :

a) pour la partie ordinaire en recettes à la somme de quatorze millions deux cent douze mille neuf cent vingt cinq francs (14.212.925) et en dépenses à la somme de neuf millions cent onze mille neuf cent quatre vingt deux francs (9.111.992);

b) pour la partie extraordinaire en recettes et en dépenses à la somme de cinq millions six cent quatre vingt neuf mille quatre cent soixante neuf francs (5.689.469).

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 13 juillet 1962,
S. E. Olympio

ARRETE N° 84/PR/MFAE/AE. du 12-7-62 fixant la date d'ouverture de la Campagne d'achat et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la Récolte intermédiaire 1962.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté n° 194/PM/MIC du 25 Octobre 1957 fixant les conditions de stabilisation des Prix du cacao;

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires Economiques et du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;

ARRETE :

Article Premier. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao, récolte intermédiaire 1962 est fixé au 15 juillet 1962.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur du cacao en fèves, conforme aux normes du conditionnement est fixé à 65 francs cfa le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Le cour de soutien FOB Lomé du cacao est fixé à 94.053 francs cfa la tonne.

Art. 4. — Au cas où la moyenne hebdomadaire des cours FOB Lomé authentifiés par un comité de cotation, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 194/PM/MIC susvisé, serait inférieure au cours de soutien fixé à l'article 3 ci-dessus, les achats de cacao aux producteurs pourraient être, à partir de la semaine suivante, subordonnés à l'autorisation préalable du directeur de la caisse de stabilisation.

Art. 5. — Les ventes à l'exportation de cacao de la campagne intermédiaire 1962 sont également subordonnées à l'autorisation préalable du directeur de la caisse de stabilisation des prix du cacao.

Art. 6. — Les demandes d'autorisation d'exportation déposées en application de l'arrêté n° 108/PM/MIC du 14 juin 1957, devront être accompagnées d'une copie du contrat de vente afférent à l'exportation considérée, copie certifiée sincère et véritable par l'exportateur.

Art. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la chambre de commerce.

Lomé, le 12 juillet 1962.

S. E. Olympio

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO

RECOLTE INTERMEDIAIRE 1962

BAREME DES FRAIS DE COMMERCIALISATION

	Francs cfa la tonne
Prix d'achat au producteur.	65.000
Commission acheteur	1.500
Transport à centre de collecte	1.100
Manutention	350
Loyer magasin	200
Chemin de fer (Y.C. voie locale)	1.030
	4.180
Valeur nu-basculé Lomé	69.180
Sacherie 14, 1/4 à 100	1.425
Amortissement sacherie 10 o/o	142
Entrée et sortie magasin	200
Déchets 0,5 o/o V.N.B.	346
Loyer magasin	300
Financement 6 o/o V.L.M. 3 mois	1.119
Frais généraux 2,5 o/o V.L.M.	1.864
	5.396
Valeur loco-magasin Lomé	74.576
Transit (Y.C. voie locale)	820
Commission exportateur 1,75 o/o FOB	1.646
Wharf — Phare	670
Statistique	143
Péage et phyto-sanitaire	225
Droit de sortie 7,5 o/o sur V.M. 120.000	9.000
Conditionnement 1,5 o/o sur V.M. 120.000	1.800
T.F.R.T.T. 5,5 o/o sur FOB	5.173
	19.477
Valeur FOB Lomé	94.053
Soutenue -	

Nomination

N° 83/D/PR-MFAE-SD. du 6-7-62. — M. Jean-Baptiste Jouan, inspecteur central de 1^{er} échelon du cadre des Douanes françaises est nommé chef du service des douanes en remplacement de M. De Neef Claude, inspecteur de 5^e échelon.

M. De Neef Claude, inspecteur de 5^e échelon des douanes françaises reprend ses fonctions de chef des bureaux de la direction des douanes et adjoint au chef de service.

M.M. Jouan et De Neef ont droit à l'indemnité de fonctions prévues à l'article 4 de l'arrêté n° 480/D du 10 juillet 1947 modifié par l'arrêté n° 959/bis-55 du 29 novembre 1959.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Engagement

N° 49/D/PR-Cab-Mul. du 29-6-62. — A compter du 1^{er} juillet 1962, le candidat désigné ci-après est admis dans la gendarmerie nationale, en qualité de gendarme de 2^e classe 1^{er} échelon :

Simenou Kouakouvi Rémi.

L'intéressé percevra le traitement correspondant à son grade et à son échelon.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Affectation

N° 17/D/MJ du 5-7-62. — M. Amedome Edouard, agent permanent 2^e catégorie échelle A, récemment mis à la disposition du ministre de la justice, est affecté au Tribunal de droit moderne de Lomé.

Son salaire continuera à être imputé au chapitre 16, article 6 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 54/INT du 10-7-62 portant interdiction sur toute l'étendue du Territoire de la République du Togo, la projection de certains films cinématographiques.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret du 13 Mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores, modifié par le décret togolais n° 59-87 du 21 Mai 1959 ;

Vu l'arrêté n° 133/C/PM/INT du 9 Juin 1959 nommant une Commission de contrôle des films cinématographiques ;

Sur proposition de la Commission chargée du contrôle cinématographique ;

A R R E T E :

Article Premier. — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République Togolaise, la projection des films suivants :

- 1) Les yeux sans visage
- 2) Le brigand au grand cœur
- 3) Crime société anonyme
- 4) Sanctuaire
- 5) Le vice au corps
- 6) La 10^e femme de barbe bleue
- 7) Les hors-la-loi
- 8) Au voleur

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juillet 1962

T. Mally

Titularisations

N° 53/INT-GT du 5-7-62. — Les élèves-gardes dont les noms suivent, ayant terminé leur stage réglementaire et satisfait aux épreuves d'un examen d'aptitude professionnelle, sont titularisés et nommés gardes de 2^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} juillet 1962:

Coco Henri, n° mle 2453
 Kunyasso Koffi, n° mle 2487
 Kokou Awouanou, n° mle 2469
 Amégnona Kénou, n° mle 2441
 Agbossou Y. François, n° mle 2445
 Anite Malan François, n° mle 2438
 Soussoumou Raphaël, n° mle 2507
 Bamaze Tchouhou Jean, n° mle 2449
 Symodolifib Lambret, n° mle 2506
 Kouadou Pounempo, n° mle 2474
 Kouakou N. Zangbédja, n° mle 2475
 Amétépé Akakpo, n° mle 2428
 Tonfea Théodore, n° mle 2515
 Kougnon Alphonse, n° mle 2479
 Ayao Moïse Joseph, n° mle 2443
 Telou Armand, n° mle 2509
 Kadjode Robert, n° mle 2480
 Agbo Amévi Augustin, n° mle 2447
 Adonssou Michel, n° mle 2432
 Degnikou A. Albert, n° mle 2456
 Kelehouna Fando, n° mle 2486
 Kemence K. Gabriel, n° mle 2477
 Lamboni Mindiriba, n° mle 2489
 Mensah Faustin, n° mle 2491
 Zialengo François, n° mle 2519
 Moukayila Kérin, n° mle 2497
 Adabrah Komi Blaise, n° mle 2422
 Amouzoukpe Emmanuel, n° mle 2448
 Adji René, n° mle 2446
 Issifou A. Assoumanou, n° mle 2468
 Kowu Kokou Emile, n° mle 2476
 De Lima José Jean, n° mle 2459
 Maman Thomas, n° mle 2492
 Amaglo Moïse, n° mle 2440
 Adoly Yao Fidèle, n° mle 2434
 Djimaghi Folly Gabriel, n° mle 2457
 Ketsesim Mango, n° mle 2485
 Weka Ayaovi Boniface, n° mle 2436
 Djolibla Koumensaga, n° mle 2460
 Dorsou Mondjinou, n° mle 2458
 Nayo Kossi, n° mle 2494
 Zomahou Blaise, n° mle 2520
 Agbedo Komi Félix, n° mle 2473
 Agbessime K. Emmanuel, n° mle 2426
 Mawena Kokou Jean, n° mle 2493
 Gnaminé Paul, n° mle 2465
 Akanah Antoine, n° mle 2444

Ahlihangar Yaovi, n° mle 2427
 Amouzou Bernard, n° mle 2432
 Okuma Ernest, n° mle 2501
 Kpodonou Koffi, n° mle 2478
 Amegbleame Koffi, n° mle 2426
 Tchibozo François, n° mle 2514
 Boutouli M. Paul, n° mle 2451
 Kpeglo Samuel, n° mle 2482
 Afoutou Bernard, n° mle 2424
 Ayivor Kodjo James, n° 2431
 Batokouma Honoré, n° mle 2450
 Salako K. Richard, n° mle 2508
 Kossi S. Théophile, n° mle 2471
 Amegan Kodjo, n° mle 2430
 Ezoula François, n° mle 2461
 Agbekpo Kamedati, n° mle 2425
 Atsou Paul, n° mle 2435
 Djokpata Yao François, n° mle 2455
 Danpité Gnlème, n° mle 2454
 Agounadji Lakassi, n° mle 2433
 Ganu Seth, n° mle 2466
 Mayitoné Komlan, n° mle 2490
 Outah Kouma Lucas, n° mle 2500
 Tigoe Ahlin Bernard, n° mle 2513
 Ebezou Makpao Benoît, 2463
 Koudifon Koffi Seth, n° mle 2481
 Kouévi Kangni Rudolphe, n° mle 2484
 Semayon Antoine, n° mle 2505
 Kokou Jean, n° mle 2483
 Amouzou Nouglo, n° mle 2437
 Abou Bako, n° mle 2421
 Tandji Tsoro, n° mle 2511
 Ezawo Komlan, n° mle 2462
 Akuesson Jean, n° mle 2442
 Fangnibo Kokou, n° mle 2464
 Kalaya Mimié, n° mle 2470
 Simon de Fanti Samuel, n° mle 2502
 Akibode Alexis, n° mle 2438
 Soule Issa, n° mle 2503
 Naboudja Maman, n° mle 2496
 Zanou Edoh Felix, n° mle 2518
 Takao Komlan, n° mle 2511
 Yabouri Djagouti, n° mle 2516
 N'Goui Oukpadine, n° mle 2498
 Sogoyou Venance, n° mle 2504
 Namiyambe Yombo, n° mle 2499
 Kindé Ayaovi Joseph, n° mle 2472
 Yikpo Emmanuel, n° mle 2517
 Laré Nassimongué, n° mle 2488
 Nakoro Kayabou, n° mle 2496
 Boouli Godhold, n° mle 2452
 Issifou Adalé, n° mle 2465.

Engagement

N° 55/INT/GT. du 21-7-62. — Le nommé Ikavi Robert est engagé dans le corps de la garde togolaise en qualité d'élève-garde pour compter du 1^{er} août 1962, et affecté le dit jour au centre d'instruction de Lomé.

Affectations

N° 63/D/INT. du 3-7-62. — M. Tétévi Paul, agent permanent 4^e catégorie échelle B, en service au Ministère de l'Intérieur, est affecté au secrétariat du Chef de la Circonscription Administrative de Kandé.

M. Kwami Thomas, agent permanent 3^e catégorie échelle A, nouvellement engagé, est affecté au Poste Administratif de Badou (Akposso).

Leur traitement sera imputé au chapitre 12, article 5 du budget général.

M. Ozou Michel, agent permanent 2^e catégorie échelle A, nouvellement engagé, est affecté au Ministère de l'Intérieur en remplacement de M. Tétévi Paul, appelé à d'autres fonctions.

Son traitement sera imputé au chapitre 12, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N^o 64/D/INT. du 5-7-62. — L'officier de police adjoint Malou Badaba Benoît, en service au Commissariat de Police d'Atakpamé, est nommé Commissaire de Police par intérim de la Ville de Sokodé en remplacement de M. Aholou Hermann, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prendra effet pour compter du 15 juillet 1962.

N^o 65/D/INT. du 7-7-62. — M. Gbadagba Cerveau, agent permanent 2^e catégorie échelle A, mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur, est affecté à la Circonscription Administrative d'Atakpamé pour servir au Poste Administratif de Blitta.

M. Paraïzo Honoré, chauffeur permanent 4^e catégorie échelle B, en service à la Circonscription Administrative de Tabligbo, est affecté provisoirement au Poste Administratif de Kévé (Tsévié) en remplacement de M. Mississo Pierre titulaire d'un congé.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DECISION N^o 274 /D/MFAE/MF-F. du 4 juillet 1962 autorisant une avance de 16 Millions de francs au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole du Togo.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,

Vu la loi de Finances n^o 62-1 du 5 janvier 1962 ;

Vu la demande en date du 15 juin 1962 du Directeur du Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole,

D E C I D E :

Article Premier. — Le trésorier-payeur est autorisé à ouvrir au nom du Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole un Compte de Dépôt sans intérêt.

Ce compte fonctionnera sous la signature du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique ou de la personne qu'il désignera.

Art. 2. — Une avance de 16.000.000 francs (seize millions de francs) est accordée au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole.

Art. 3. — Cette somme sera mandatée et versée au Compte de Dépôt, ouvert dans les écritures du Trésor en application de l'article 1 ci-dessus.

Art. 4. — La dépense est imputable au Compte Spécial « Avances au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole » gestion 1962.

Art. 5. — Le remboursement de l'avance devra intervenir le 25 novembre 1962 au plus tard.

Art. 6. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 Juillet 1962

Pour le Ministre des Finances absent :

*Le Ministre d'Etat chargé de l'expédition
des Affaires courantes et urgentes,*

P. Freitas

Autorisations de paiement

N^o 268/D/MFAE/F-F. du 28-6-62. — Est autorisé le paiement à la SORAFOM de la somme de un million soixante quinze mille (1.075.000) francs CFA soit vingt et un mille cinq cents (21.500) nouveaux francs représentant la deuxième moitié des sommes qui lui sont dues au titre de l'extension du Réseau de Télédiffusion de Lomé.

Cette somme sera mandatée par les soins du Service des Finances de la République du Togo au profit de la SORAFOM, CCP Paris 13762-08.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 13 article 8 paragraphe 2.

N^o 269/D/MFAE/F-F. du 28-6-62. — Est autorisé le paiement à la SORAFOM de la somme de neuf cent soixante quinze mille (975.000) francs CFA soit dix neuf mille cinq cents (19.500) nouveaux francs représentant la deuxième tranche des sommes qui lui sont dues au titre de l'installation de la télédiffusion à Lomé.

Cette somme sera mandatée par les soins du Service des Finances de la République du Togo au profit de la SORAFOM, CCP Paris 13762-08.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 13 article 8 paragraphe 2.

N^o 286/D/MFAE/MF-F. du 12-7-62. — Est autorisé le paiement par virement télégraphique en faveur du Directeur de l'Établissement « Kreditanstalt Fur Wiederaufbau » à Francfort-sur Main en Allemagne, de la somme de cent vingt cinq mille (125.000) Deutsch Marks soit sept millions six cent soixante quinze mille (7.675.000) Francs CFA environ, représentant le montant des intérêts de 5 % à l'échéance du 30 Juin 1962 du prêt consenti au Gouvernement togolais suivant le contrat du 17-2-61.

Le Directeur de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé se chargera du virement par anticipation des devises de 125.000 DM sur Francfort, aussitôt après signature et notification du présent acte.

Les frais de transfert, plus l'équivalence en monnaie locale des sommes virées, calculées au taux de change du jour de transfert, seront mandatés, dans un délai de 15 jours au profit de la B.A.O. — Lomé, sur présentation d'un mémoire.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 1^{er}, article 7.

N° 52/D/MFAE/AE. du 29-6-62. — Est autorisé sur le Projet FAC n° 7/ORD/61/VI-P-2-b-1^o, fiche D° n° 11-7, le remboursement des dépenses effectuées par l'I.R.C.T. pour fourniture de matériaux, matériels et main-d'œuvre dans la construction d'un centre de formation de stagiaires à Kolo-kopé.

Ce centre prévu à l'annexe de la Convention n° 6/C/61/P et dont la construction est confiée à l'I.R.C.T. pour un montant de 3.500.000 selon devis présenté par ce dernier, comprend :

- un bâtiment avec dortoir, salle d'eau, salle de séjour et chambre moniteur,
- adduction d'eau.

L'I.R.C.T. présentera mensuellement les pièces de dépenses au visa de l'Ingénieur Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Centre à Atakpamé, chargé du contrôle des travaux pour être transmises au Chef de la Circonscription Administrative d'Atakpamé, qui les adressera à la Direction du Service de Financement des Programmes à Lomé pour mandatement.

Dotation de crédits

N° 8/MFAE/AE. du 6-7-62. — Les reliquats de dotations disponibles sur les Compte Spécial ouvert part décret n° 61-31 du 20 Mars 1961 sous le titre « Compte d'Opération du F.I.D.E.S n° 113-03 » dans les écritures du Comptable Supérieur de la République togolaise seront, dans la limite de :

Deux millions quarante quatre mille (2.044.000) francs, mis à la disposition du Service topographique.

Cette dotation de crédits est destinée au financement des travaux d'urbanisme du plateau de Tokoin.

Le trésorier-payeur et le directeur du Service de Financement des Programmes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nominations

N° 275/D/MFAE/MF. du 4-7-62. — M. Yerima Gilbert, agent permanent en service à Sokodé, est nommé agent spécial par intérim, en remplacement de M. Akué Pierre, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 276/D/MFAE/MF-SD. du 4-7-62. — MM. Attiogbé Etienne, Nyaku François et Ankou Barnabas, agents de constatation des Douanes du Togo, de retour de stage de formation professionnelle en France sont nommés respectivement Chefs de Secteur (ou Subdivision douanière) Sud, Centre et Nord.

M. Attiogbé, qui résidera à Lomé aura sous son contrôle les postes de Kwadjoviakopé, Ségbé, Noépé et Zolo.

M. Nyaku, qui résidera à Palimé, contrôlera les postes de Badou, Klouto et Batoumé. A titre provisoire le poste de Kpadapé, compris dans le Secteur Centre, est rattaché directement au Chef des Subdivisions douanières.

M. Ankou Barnabas, qui résidera à Sokodé aura sous son contrôle les postes de Dapango, Mango et Natchama.

M. Vovor Vincent, agent de constatation des douanes, qui a effectué un stage de formation professionnelle en France, est nommé chef du Secteur de Lomé et contrôlera les brigades de la capitale.

M. Attiogbé Etienne, Nyaku François, Ankou Barnabas et Vovor Vicent auront droit à l'indemnité de fonctions de 14.000 francs par an prévue par l'article 4 de l'arrêté n° 480/D du 10 Juillet 1947 modifié par l'arrêté n° 959 bis-55 du 29 Novembre 1955.

La présente décision aura effet à compter du 1^{er} Août 1962.

Voitures personnelles

N° 280/MFAE/MF du 7-7-62. — Sont autorisés à utiliser leur voiture personnelle pour les besoins du service, les fonctionnaires dont les noms suivent :

Ministère des Finances. Kil- accordés

M.M. Tevi Jean, directeur du service de financement des programmes (Simca 6 CV — 75 TT 23.163) . . . 250

J. Vanroyen, chef du service des Contributions Directes (Citroen 2 CV — 6296) 400

Johnson Jérôme, chef du service Topographique (Volkswagen 7 CV — RT 8896) . . . 250

Ministère des T.P.

M.M. Bonin Jean, chef du service Matériel et Transit CFT (Dauphine 5 CV — RT 7504) 300

Lawson Emmanuel, chef du service des Postes et Télécomm. (Peugeot 7 CV — 6690) 600

Bob Emmanuel, directeur des mines (Ford Taunus 9 CV — RT 8925) 600

Marchal Roger, chef du service des Travaux Publics (Peugeot 8 CV — RT 7541) 600

Ministère Education Nationale

M. D.E.D. Ankrah, directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale (Moskuwich 7 CV — RT 8918) 600

Secrétariat d'Etat et Information

M. Jiminiga Manassé, directeur de service de l'information (Dauphine 5 CV — 7404) 350

Ministère de la Justice

M.M. Bonjean Marcel, magistrat, président de la Cour d'Appel (Simca 7 CV) 200

Pierron, magistrat, président du Tribunal de 1^{re} inst. (Citroën 2 CV — RT 6101) 200

Conformément aux dispositions des articles du 3 et 4 du décret n° 62-75 du 4 mai 1962, les bénéficiaires de la présente décision percevront une indemnité kilométrique aux taux prévus selon la puissance de leur voiture. Cette mesure aura effet pour compter du jour de la mise en service des véhicules.

Les dépenses résultant de cette décision sont imputables au budget des ministères intéressés.

Le chef du service des finances est chargé de l'exécution de la présente décision.

Majoration pour enfant

N° 192/MFA/MF/FR. du 6-7-62. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe 4 du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants allouée par arrêté n° 135/MF du 4 décembre 1957 à M. Barboza Pierre, chef de station de 1^{re} classe des chemins de fer du Togo en retraite est porté de 20 0/0 à 35 0/0 de la pension de l'intéressé pour compter du 30 mai 1961 au titre de ses enfants (6^e, 7^e et 8^e rangs) désignés ci-dessous :

Atikatou Mathina, née le 30 avril 1943;

Rachidatou, née le 24 septembre 1944;

Machoudi Calixte, né le 14 octobre 1944.

Le montant annuel de la majoration de 35 0/0 de sa pension (99.900 francs l'an) est fixé à : trente quatre mille neuf cent soixante cinq (34.965) francs cfa.

Pensions

N° 190/MFAE-MF-FR du 4-7-62. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt et un mille vingt (21.020) francs cfa au garde de 3^e échelon Si-nandja Kolani n° mle 1913, né vers 1914 à Korbongou (circonscription administrative de Dapango), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 191/MFAE-MF-FR du 4-7-62. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de dix neuf mille sept cent quarante (19.740) francs cfa au garde de 3^e échelon Douti Kombati n° mle 1934, né vers 1921 à Gbeloko (circonscription administrative de Dapango), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1961.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 195/MFAE/MF/FR. du 12-7-62. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt quatre mille huit cent soixante (24.860) francs cfa au garde de 3^e échelon Messan Bahoungo, n° mle 1869, né en 1925 à Comé (République du Dahomey), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1962.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 196/MFAE/MF/FR du 12-7-62. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt deux mille neuf cent quarante (22.940) francs cfa au garde de 3^e échelon Lamboni Kolani, n° mle 1552, né vers 1919 à Bogou (Mango), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1961.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 197/MFAE/MF/FR. du 12-7-62. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt quatre mille huit cent soixante (24.860) francs cfa au garde de 3^e échelon Idrissou Mama, n° mle 1707, né en 1914 à Sansané-Mango, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

Rôles

N° 185/MFAE-CD du 30-6-62. — L'arrêté n° 155/MF AE/CD du 30 mai 1962 prenant en charge des rôles de régularisation exercice 1962 est modifié comme suit :

Au lieu de :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
253	Com. Lomé	B. I. C.	2.152.779	6.705.779
		BUDGET COMMUNAL		
253	Com. Lomé			623.550
		Total		7.329.061

Lire :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
253	Com. Lomé	B. I. C.	10.152.779	14.705.511
		BUDGET COMMUNAL		
253				623.550
		Total		15.329.061

(Le reste sans changement)

N° 186/MFAE-CD du 30-6-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET COMMUNAL		
298	Com. Tsévié	Patentes	60.895	
"	"	C/a s/patentes	6.089	
"	"	Licences	24.500	
"	"	C/a s/licences	2.450	
			93.934	
299	Com. Atakpamé	Patentes	478.487	
"	"	C/a s/patentes	95.697	
"	"	Licences	18.250	
"	"	C/a s/licences	3.650	
			596.084	690.018
		BUDGET GENERAL		
300	Circ. Nuatja	Patentes	265.015	
"	"	Licences	5.500	
			270.515	
301	" Atakpamé	Patentes	29.496	
"	"	Licences	2.000	
			31.496	
302	" Akposso	Patentes	36.100	
"	"	Licences	12.500	
			48.600	
303	" Nuatja	Taxe progressive	29.351	
"	"	I. G. R.	11.136	
			40.487	
304	" Klouto	Taxe progressive	66.630	
"	"	I. G. R.	50.184	
			116.814	
305	" Atakpamé	Taxe progressive	277.755	
"	"	I. G. R.	38.916	
			316.671	
306	" Akposso	Taxe progressive	20.880	
"	"	I. G. R.	41.772	
			62.652	
		Total		887.235
				1.577.253

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : un million cinq cent soixante dix sept mille deux cent cinquante trois francs est fixée au 17 juillet 1962.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Affectations

N° 247/D/MTP du 29-6-62. — M. Lossou Hyacinthe, monteur-électricien permanent de 4^e catégorie échelle B des Postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de poste de Badou, est affecté à Mango en remplacement numérique de M. Rantine François qui reçoit une autre affectation.

M. Rantine François monteur-électricien permanent de 4^e catégorie échelle B, des Postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de Poste de Mango, est affecté au bureau de Poste de Badou en remplacement numérique de Lossou Hyacinthe.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 253/D/MTP-TP du 9-7-62. — M. Abotchi Augustin, contremaître-adjoint 2^e échelon du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, en service à la subdivision des Travaux Publics du centre à Atakpamé, est affecté à la subdivision des Travaux Publics du Sud, avec résidence à Lomé.

La solde de l'intéressé reste imputable au budget général, chapitre 18 — article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Absence

N° 258/D/MTP-CFT du 9-7-62. — Est constatée, pour compter du 2 avril 1962, l'absence de son poste de Mme Gnanounou Wilhelmine, dactylographe permanent n° mle 11.709, échelle E échelon 2, en service au réseau des chemins de fer du Wharf (Direction CFT — Secrétariat).

Pendant toute la durée de son absence, madame Gnanounou n'aura droit à aucun salaire.

Radiation

N° 252/D/MTP-CFT du 9-7-62. — Le nommé Anoumou Dévonou, ex-brigadier de chaloupe permanent du réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo, mle 11.008, échelle E échelon 6, décédé le 8 juin 1962, est rayé de l'effectif budgétaire dudit service pour compter de cette date.

Il sera mandaté en faveur des héritiers de l'intéressé 7 jours de salaire de présence et une indemnité compensatrice de congé payé égale à 36 jours de salaire.

Licenciements

N° 251/D/MTP-TP du 6-7-62. — M. Dagan Jacques, chauffeur permanent 2^e catégorie, échelle A, en service à la STP nord, est licencié de son emploi à compter du 10 juillet 1962, pour faute grave en service.

M. Dagan Jacques n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Démission

N° 55/D/MA du 5-7-62. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} juillet 1962, la démission de son emploi offerte par M. Ibrahim Souleman, boy de 1^{re} zone, 3^e catégorie, en

service à l'hôtel du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} juillet 1962.

Affectations

N° 57/D/MA-Cond. du 12-7-62. — Le contrôleur permanent des produits de 5^e catégorie Kato Simon, actuellement en service à Anécho, est affecté à Badou-Djidji en remplacement du contrôleur permanent Sohey Grégoire.

Le contrôleur permanent des produits de 4^e catégorie Aloufa Antoine, en service à Kougnohou, est affecté à Badou-Abréwanko-Késsibo.

Le contrôleur permanent des produits de 4^e catégorie Sohey Grégoire, en service à Badou, est affecté à Sokodé en remplacement du contrôleur permanent Ali Moutiou.

Le contrôleur permanent des produits 3^e catégorie Ali Moutiou, en service à Sokodé, est affecté à Kpété-Maflo-Béna (circonscription d'Akposso).

Le contrôleur permanent des produits 3^e catégorie Sodatonou Robert, en service à Tohou (circonscription de Nuatja), est affecté à Lomé (Port) en remplacement du contrôleur permanent Ofridam Emmanuel.

Le contrôleur permanent de 2^e catégorie Ofridam Emmanuel, en service au Port à Lomé, est affecté à Tohou (circonscription de Nuatja) en remplacement du contrôleur Sodatonou Robert.

Le contrôleur permanent de 2^e catégorie Kokou Raphaël, en service à Akposso-nord, est affecté à Kougnohou en remplacement du contrôleur Aloufa Antoine.

Le salaire des intéressés continuera à être payé sur le budget général, chapitre 20 — article 7.

La présente décision prendra effet pour compter du jour de passation de service entre les intéressés.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Titularisation

N° 196/MFP du 3-7-62. — M. Mensah Koffi Augustin, instituteur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, titulaire du C.E.A.P. (Session 1960 en République de Guinée), est titularisé dans son emploi et nommé instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} janvier 1962 (AC : 1 an).

M. Mensah conserve la solde attachée à l'indice de reclassement 589.

Intégration

N° 206/MFP du 13-7-62. — Est et demeure rapporté en ce qui concerne MM. Lawson Emmanuel et Brassier Paul, l'arrêté n° 160/MFP du 29 Mai 1962 portant intégration.

MM. Lawson Emmanuel et Brassier Paul, inspecteurs du corps Autonome d'Outre-Mer (indice métré net 330 — indice local ancien 737) sont intégrés dans le corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo en qualité d'inspecteurs de 1^{re} classe 2^e échelon (Catégorie A2 — Indice d'intégration 1.600 — Indice de reclassement 1.689) pour

compter du 1^{er} Mai 1962 (A.C. 2j) conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n° 61-61 du 21 Juillet 1961.

Affectations

N° 593/D/MFP. du 2-7-62. — M. Pimizi Marcel, agent permanent 2^e catégorie échelle C (planton), en service au Ministère d'Etat et des Affaires Etrangères, est mis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale, (Direction de l'Enseignement).

Son traitement sera imputé au chapitre 26 — article 7 du budget général.

M. Yao Seybou Gilbert, agent permanent 2^e catégorie échelle A (planton), en service à la Direction de l'Enseignement, est mis à la disposition du Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères.

Son traitement sera imputé au chapitre 10 — article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 604/D/MFP. du 6-7-62. — M. Mouffard Guy-François, docteur en médecine, engagé sous contrat et arrivé à Lomé, par avion le 2 juillet 1962 est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 22 article 6 du budget général.

N° 605/D/MFP. du 6-7-62. — Les chauffeurs dont les noms suivent sont mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique (Service de la Lutte Antipalustre) :

MM. Lawson René, agent permanent 3^e catégorie hors échelle

Kouleko Joseph, agent permanent 3^e catégorie échelle D

Tayidi Thomas, agent permanent 3^e catégorie échelle C

Lamboni Djibo, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Adjokou Yawovi, agent permanent 3^e catégorie échelle A

Kalipé Pierre, agent permanent 4^e catégorie échelle D.

Le traitement des intéressés sera imputé au chapitre 22 article 8 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 609/D/MFP. du 7-7-62. — En attendant son intégration dans le corps des fonctionnaires de l'Assistance Médicale du Togo, M. Gogo Gomido Théophile, infirmier de 2^e classe 3^e échelon du cadre de la République du Niger est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique pour compter du 1^{er} juillet 1962.

Il bénéficiera d'un salaire forfaitaire de quinze mille (15.000) francs, imputable au chapitre 22 article 6 du budget général.

Disponibilités

N° 190/MFP. du 28-6-62. — M. Amegboh Joseph, préposé de 1^{re} classe, 3^e échelon du corps des fonctionnaires des Postes et Télécommunications du Togo est placé sur

sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an renouvelable, pour compter du 1^{er} Juillet 1962.

N° 199/MFP. du 5-7-62. — Mme Johnson Françoise née Mensah, institutrice adjointe de 3^e classe, 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'Enseignement du Togo, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an renouvelable, pour compter du 1^{er} Juin 1962.

Détachement

N° 203/MFP. du 13-7-62. — M. Ziebrou Lambroussa, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement du Togo est placé, sur sa demande, dans la position de détachement pour une période de cinq (5) ans renouvelable, à compter du 1^{er} octobre 1962, pour servir auprès du Gouvernement de la République de Haute-Volta.

Pendant toute la durée de son détachement, les émoluments de M. Ziebrou Lambroussa seront à la charge du budget de la République de Haute-Volta.

Rappel à l'activité

N° 202/MFP. du 12-7-62. — Un rappel d'ancienneté de trois (3) ans trois (3) mois seize (16) jours pour services militaires est attribué dans son emploi actuel, à M. Agbogli Emmanuel, préposé 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des Douanes du Togo.

Absence irrégulière

N° 193/MFP. du 30-6-62. — Est constatée, pour compter du 2 juin 1962, l'absence irrégulière de son poste de M. Ayité Vitus, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'Enseignement du Togo, en service à Dapango.

Pendant toute la durée de son absence, M. Ayité n'aura droit à aucun traitement.

Suspensions de fonctions

N° 197/MFP. du 5-7-62. — M. Wolf Romain, mécanicien principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Wolf n'aura droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

N° 198/MFP. du 5-7-62. — M. Agbozo Augustin, infirmier principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de la Santé du Togo, en service à la Subdivision Sanitaire d'Atakpamé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Agbozo n'aura droit qu'à la moitié de son traitement dégage de tous accessoires, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Licenciement

N° 603/D/MFP. du 6-7-62. — M. Zomahou Adrien, agent permanent en service à la Subdivision des T.P. du Centre à Atakpamé, est licencié de son emploi, pour compter du 1^{er} Juillet 1962, pour faute grave en service.

M. Zomahou n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 29 juin 1962 à l'arrêté n° 144/MFP du 5 Mai 1962 acceptant démission.

Au lieu de :

Est acceptée, pour compter du 1^{er} mai 1962, la démission de son emploi offerte par M. de Costa Dominique, Commis d'Administration Adjoint de 3^e classe du cadre local du Togo, en service détaché au Dahoméy.

Lire :

Est acceptée, pour compter du 9 septembre 1961, la démission de son emploi offerte par M. de Costa Dominique, Commis d'Administration Adjoint de 3^e classe du cadre local du Togo, en service détaché au Dahoméy.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 8 juin 1962 à la décision n° 466/MFP du 24 Mai 1962 portant licenciement.

Au lieu de :

M. Komlan Adama, agent permanent 4^e catégorie échelle B du Service des Postes et Télécommunications, est licencié de son emploi, pour compter du 24 Février 1962, pour faute grave.

Lire :

M. Komlan Adama, agent permanent 4^e catégorie échelle B du Service des Postes et Télécommunications, est licencié de son emploi, pour compter du 13 Janvier 1962, pour faute grave.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 7 juillet 1962 à l'arrêté n° 182/MFAE/MF. du 2 novembre 1961 déclarant M. Robert K. Amouzou en débet envers la République togolaise.

Au lieu de :

M. Robert K. Amouzou, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon du Cadre Supérieur des Postes et Télécommunications, comptable de la Caisse d'Epargne du Togo, est déclaré en débet envers la République togolaise, d'une somme de : un million cinquante mille six cent quatre-vingt dix huit (1.050.698.) francs.

Lire :

M. Robert K. Amouzou, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon du Cadre Supérieur des Postes et Télécommunications,

tions, comptable de la Caisse d'Epargne du Togo, est déclaré en débet envers la République togolaise, d'une somme de : un million soixante cinq mille neuf cent cinquante (1.065.950.) francs.

(Le reste sans changement).

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 23 août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin-Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 ares 47 cent. et borné au nord, à l'est et à l'ouest, par Aboni Alphonse, au sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kakpotchitchi Hilaire, infirmier à Lomé, suivant réquisition du 3 avril 1962, n° 4447.

Le mardi 21 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Tokoin Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 09 ares 08 cent. et borné au nord par une route circulaire, à l'est par Agbavito Anoukou, et route de Bè-aviation au sud, et à l'ouest par Michel Gina Mihesso, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Gina Mihesso, cultivateur à Lomé, suivant réquisition du 4 avril 1962, n° 4448.

Le mardi 21 août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Tokoin Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 81 ares 91 cent. et borné au nord par une route circulaire, à l'est par la route Bè-aviation, au sud et à l'ouest par Gina Michel Mihesso, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Amegan Kadagali Agbavitor, et Michel Mihesso A. Anoukou, cultivateurs à Lomé, suivant réquisition du 4 avril 1962, n° 4449.

Le jeudi 23 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin-Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 40 cent. et borné au nord par les réquisitions n°s 3924 et 3926, à l'est par Basile Foli Amaizo, au sud par Ayikpè Konou, et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Emmanuel Adadé, instituteur représenté par M. Creppy K. J. Parfait, géomètre sec. topo-domaines) Lomé, suivant réquisition du 10 avril 1962, n° 4451.

Le mercredi 22 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Lomé circonscription administrative de Lomé, consistant

en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 ares 98 cent. et borné au nord par une rue en projet, à l'est par Afatchao A. Konou, au sud par Agbemadon Dosseh Théodore, et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Basile Foli Amaïzo, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 12 avril 1962, n° 4455.

Le vendredi 24 août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Tamé commune de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 27 ares 65 cent. et borné au nord et à l'est par Attisogbui Gaké, au sud et à l'ouest par Koffi Aziangbé, dont l'immatriculation a été demandée par M. Quadjovie Christophe, docteur en médecine, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 30 mars 1962, n° 4460.

Le samedi 25 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abovey-Bè, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un triangle, d'une contenance de 47 ares 85 cent. et borné au nord par Atikpa Kagounou, à l'est par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Atakpamé, au sud par l'aiguillage des voies ferrées Lomé-Atakpamé, Lomé-Palimé, et à l'ouest par la voie ferrée Lomé-Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michsl A. K. Abugéh, chef de la collectivité Abugéh à Lomé, représenté par M^e Bartoli Pierre, avocat défenseur à Cotonou, suivant réquisition du 9 mai 1962, n° 4461.

Le mercredi 22 août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 46 cent, connu sous le nom de Tokoin, et borné au nord par une rue en projet, à l'est et au sud par Koffi Dagbi, et à l'ouest par l'avenue du camp, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Edouard Guinhouya, infirmier, demeurant et domicilié à Lomé, suivant réquisition du 10 octobre 1961, n° 4462.

Le jeudi 23 août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 96 cent., connu sous le nom de Tokoin, et borné au nord par une rue projetée, à l'est, au sud et à l'ouest par la collectivité Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alphonse Bocco, propriétaire à Lomé, représenté par le sieur David Apéléte conditionnement Lomé, suivant réquisition du 31 juillet 1959, n° 4463.

Le jeudi 23 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares 95 cent., connu sous le nom de Dogbéavou, et borné au nord par une rue en projet, à l'est au sud et à l'ouest par Moses A. Aziamon, dont l'immatriculation a été demandée par M. André Amagli, mandataire de M. Edouard Adama Amagli, suivant réquisition du 27 octobre 1961, n° 4465.

Le vendredi 24 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 78 ares 39 cent., connu sous le nom de Dogbé-Kopé, et borné au nord, à l'est par la propriété Akouété Dogbe, au sud et à l'ouest par Sadji, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur N'Danou Ayiga, cultivateur planteur à Amoutivé Lomé, suivant réquisition du 2 mars 1961, n° 4473.

Le Conservateur de la propriété foncière.

J. A. Hillah

Inscriptions modificatives

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 20 Avril 1962 sous le n° 635 chronologique, Mme Sabatier Raymonde, gérante, a requis l'inscription modificative de la Société anonyme dénommée « BATA » pour la création de succursales de ladite Société dans la République du Togo.

Inscription a été faite le 20 Avril 1962 au Livre 3 n° 95 analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 8 Juin 1962 sous le n° 649 chronologique, M. Houver Marcel, fondé de pouvoir de la société anonyme dénommée « MONOPRIX — TOGO », a requis l'inscription modificative de ladite société, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunis le 17 Avril 1962 ayant décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société malgré la perte de plus de 3/4 du Capital Social.

Inscription modificative a été faite le 8 Juin 1962 au Livre 3 n° 41 analytique.

Par déclaration déposée au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 12 Juin 1962 sous le n° 650 chronologique, M. John Badohun, gérant, a requis l'inscription modificative de sa société dénommée « INITIATIVE TOGOLAISE ».

Inscription a été faite le 12 Juin 1962 au Livre 3 n° 69 analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffier en Chef,

E. T. Lawson

Immatriculations au registre du commerce

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de première instance de Lomé le 22 mai 1962 sous le n° 644 chronologique, Mme Onissah Laura, veuve Thomas Bruce, a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite le 22 mai 1962 au livre I n° 170 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Lomé, le 26 mai 1962 sous le n° 645 chronologique, M. Grenier Michel, administrateur, a requis l'immatriculation

au registre de commerce de la société dénommée «Société d'Etudes et de Travaux».

Inscription a été faite le 26 mai 1962 au livre 3 n° 23 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de première instance de Lomé, le 8 juin 1962 sous le n° 648 chronologique, M. Raphaël de Souza gérant, a requis l'immatriculation au registre du commerce de la société dénommée «Ras Company Limited».

Inscription a été faite le 8 juin 1962 au livre 3 n° 124 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de première instance de Lomé, le 19 juin 1962 sous le n° 651 chronologique, M. Kponton Stéphan a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite le 19 juin 1962 au livre I n° 171 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de première instance de Lomé, le 3 juillet 1962 sous le n° 653 chronologique, M. Tchiapé Valentin a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite le 3 juillet 1962 au livre I n° 172 analytique.

Pour insertion et avis :
Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

LIQUIDATION AMIABLE

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de première instance de Lomé sous le n° 646 chronologique, M. Igier Henri, porteur des actes de la Société anonyme

dénommée «Société Africaine de Constructions et d'Entreprises Générales» a requis la liquidation de ladite société. Inscription a été faite au livre 3 n° 25 analytique.

Pour insertion et avis :
Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous signature privées en date à Lomé, du 1^{er} Juillet 1962, Mlle Deveze Gisèle, Restauratrice, demeurant à Lomé, a vendu à M. Desgranges Jacques, demeurant à Lomé, un fonds de commerce connu sous le nom de «Paris-Snack», immatriculé au registre du commerce de Lomé, le 23 Juillet 1960, immatriculé au registre analytique Livre I, sous le n° 118 et exploité à Lomé, 22, Rue de la Gare, comprenant :

- 1°) L'enseigne sous laquelle ledit fonds de commerce est connu et exploité ;
- 2°) La clientèle et l'achalandage y attachés ;
- 3°) Le droit, pour le temps qui en reste à courir à partir du jour de l'entrée en jouissance ;
- 4°) Le matériel et le mobilier commercial servant à son exploitation ;

L'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} Juillet 1962.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours qui suivront la deuxième insertion, renouvelant la présente, et seront reçues à Lomé, au domicile de l'acquéreur où domicile est élu par les parties à cet effet.

Pour premier avis :
J. Desgranges

